

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1938

3 août 2012

SOMMAIRE

| | | | |
|---|-------|---|-------|
| AIG/Lincoln Lakeview S. à r.l. | 92979 | INNCONA S.à.r.l. & Cie. Quatre Cent Quarante-Sixième (446.) S.e.c.s. | 93021 |
| Cirtedias S.A. | 92979 | INNCONA S.à.r.l. & Cie. Trois Cent Trente-Quatrième (334.) S.e.c.s. | 92991 |
| Cyen S.A. | 92978 | INNCONA S.à.r.l. & Cie. Trois Cent Trente-Troisième (333.) S.e.c.s. | 93022 |
| Domaines Invests S.A. | 92981 | INNCONA S.à.r.l. & Cie. Vingt-Neuvième (29.) S.e.c.s. | 93023 |
| Hansteen Dormagen S.à r.l. | 92990 | International Real Estate Holders S.A. ... | 92991 |
| HBRL | 92995 | Intruma Participations S.à r.l. | 92990 |
| Heloise Property S.A. | 92998 | K.E.W. International GmbH | 92993 |
| Histoires de Senteurs Luxembourg | 93016 | Lag International S.A. | 92991 |
| Histoires de Senteurs Luxembourg | 92980 | Lamberti Chine Investissements S.A. | 92994 |
| IFCI New Participations S.A. | 92981 | Luninvest International S.A. | 93015 |
| INNCONA S.à.r.l. & Cie. Cent Quatre-Vingt-Huitième (188.) S.e.c.s. | 92992 | Mice Sàrl | 92980 |
| INNCONA S.à.r.l. & Cie. Cent Quatre-Vingt-Neuvième (189.) S.e.c.s. | 92993 | Millbeck Finance S.A. | 92990 |
| INNCONA S.à.r.l. & Cie. Cent Quatre-Vingt-Onzième (191.) S.e.c.s. | 92994 | Mirabaud Opportunities SICAV-FIS | 92993 |
| INNCONA S.à.r.l. & Cie. Cent Soixante-Cinquième (165.) S.e.c.s. | 93006 | Monte Cristo SICAV-FIS | 92992 |
| INNCONA S.à.r.l. & Cie. Cent Soixante-Huitième (168.) S.e.c.s. | 93006 | Morgan Stanley Asset Management S.A. | 93017 |
| INNCONA S.à.r.l. & Cie. Cent Soixante-Quatrième (164.) S.e.c.s. | 93007 | Natixis Alternative Assets (acronyme NAA) | 93022 |
| INNCONA S.à.r.l. & Cie. Cent Soixante-Septième (167.) S.e.c.s. | 93014 | New-Love S.à.r.l. | 93016 |
| INNCONA S.à.r.l. & Cie. Cent Soixante-Sixième (166.) S.e.c.s. | 93014 | Noisy Le Sec Participations S.A. | 93005 |
| INNCONA S.à.r.l. & Cie. Cent Soixante-Troisième (163.) S.e.c.s. | 93015 | Nudor (Luxembourg) S.A. | 93015 |
| INNCONA S.à.r.l. Cie. Cent Trente-Sixième (136.) S.e.c.s. | 93024 | Office Center Warken S.A. | 93023 |
| INNCONA S.à.r.l. & Cie. Deux Cent Sixième (206.) S.e.c.s. | 93016 | OPPIDUM Capital Fund SICAV-SIF | 93024 |
| INNCONA S.à.r.l. & Cie. Quatre Cent Quarante-Huitième (448.) S.e.c.s. | 93017 | Ositech SPF S.A. | 93022 |
| INNCONA S.à.r.l. & Cie. Quatre Cent Quarante-Quatrième (444.) S.e.c.s. | 93018 | Otto S.A. | 92994 |
| INNCONA S.à.r.l. & Cie. Quatre Cent Quarante-Septième (447.) S.e.c.s. | 93021 | Partners Group Global Mezzanine 2005 S.C.A., SICAR | 93023 |
| | | Pavan S.A. | 93017 |
| | | Puzzle Fund SICAV-FIS | 92995 |
| | | RKinvest S.A. | 93024 |
| | | Simile Venture Partners SPF SCA | 93018 |
| | | The roses alley S.à r.l. | 93007 |

Cyen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8055 Bertrange, 132, rue de Dippach.

R.C.S. Luxembourg B 147.066.

L'an deux mille douze,

le trois juillet.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg),

a comparu:

Madame Lauriane MANTZ, directrice de société, épouse de Monsieur Julien GELOT, avec adresse professionnelle au 132 rue de Dippach, L-8055 Bertrange.

Laquelle personne comparante, ici personnellement présente, est l'actionnaire unique (l'«Actionnaire») de la société «CYEN S.A.» (la «Société»), une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social actuel au 132 rue de Dippach, L-8055 Bertrange, issue de l'acte de scission de la Société «LUDILAU S.A.», lequel acte d'approbation de scission, reçu par le notaire soussigné en date du 07 juillet 2009, fut régulièrement publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»), le 30 juillet 2009, sous le numéro 1473 et page 70658.

La Société est inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 147 066,

Les statuts de la Société ne furent, depuis son acte d'approbation de scission, plus modifiés.

Laquelle personne comparante, représentant l'intégralité du capital social, fixé à CENT CINQUANTE-NEUF MILLE DEUX CENTS EUROS (159'200.-EUR) divisé en mille cinq cent quatre-vingt-douze (1'592) actions d'une valeur nominale de CENT EUROS (100.-EUR) chacune, entièrement libérées, a requis le notaire instrumentant d'acter ses résolutions suivantes:

Première résolution

L'Actionnaire décide d'élargir l'objet social de la Société pour permettre à la Société de fournir entre autre les prestations suivantes:

«La représentation commerciale par commissionnement; l'achat, la vente ainsi que l'importation et l'exportation de matériel de cycle en tout genre.»

Deuxième résolution

L'Actionnaire, afin de refléter ledit ajout des prestations supplémentaires à l'objet social de la Société, décide de modifier l'article QUATRE (4) des statuts de celle-ci, dont l'intégralité de son contenu est repris ci-après comme suit:

Art. 4. «La société a pour objet la prestation de travaux administratifs et comptables pour des sociétés du groupe auquel elle appartient.

La société pourra en outre encore faire de la représentation commerciale par commissionnement, et réaliser des opérations d'achat et de vente ainsi que l'importation et l'exportation de matériel de cycle en tout genre.

La société a encore pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder à d'autres sociétés ou entreprises tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra aussi accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriétés immobilières ou mobilières.»

Dont acte, fait et passé à Belvaux, Grand-Duché de Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, la personne comparante, en sa qualité d'actionnaire unique, a signé avec Nous notaire instrumentant le présent acte.

Signé: L. MANTZ, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 4 juillet 2012. Relation: EAC/2012/8741. Reçu soixante-quinze Euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2012081940/54.

(120116066) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

AIG/Lincoln Lakeview S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 118.949.

—
EXTRAIT

- A la suite d'un contrat d'achat d'actions daté du 30 septembre 2011, la société Fabian Romania Limited, enregistrée sous le numéro 89971 au Registre de Commerce de Jersey et ayant son siège social au Elisabeth House, Castle Street 9, JE2 RT St Helier, Jersey, associé de la Société, cède toutes ses parts à la société DPGP Romania Sàrl, société Luxembourgeoise enregistrée sous le numéro B-131 211 et ayant son siège social au Rue Edward Steichen 13, L-2540 Luxembourg qui devient dès lors le nouvel associé de la Société, avec AIG/Lincoln Western Europe (Luxembourg) Sàrl.

- M. Ross MacDiarmid, Gérant de Classe B de la Société a changé d'adresse et réside actuellement Chemin de la Foge, 16 CH-1291 Commugny, Suisse.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012081778/16.

(120116212) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

Cirtedias S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 107.710.

—
L'an deux mille douze, le trois juillet.

Par devant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "CIRTEDIAS S.A.", avec siège social à L-2529 Howald, 30 rue des Scillas, constituée suivant acte reçu par Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen, en date du 21 avril 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations numéro 916 le 20 septembre 2005,

inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 107.710.

Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck, le 28 décembre 2011 publié le 14 février 2012 au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations n° 388.

La séance est ouverte à 15.00 heures sous la présidence de Monsieur Brice CORREIA-FLORA, assistant-administratif, demeurant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 25A boulevard Royal.

Le président élit comme secrétaire Mademoiselle Delphine HENSGEN, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-2740 Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Mademoiselle Virginie PIERRU, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-2740 Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Transférer le siège social actuel de L-2529 Howald, 30 rue des Scillas, vers L-2449 Luxembourg, 25a Boulevard Royal., et modification du premier alinéa de l'article 2 des statuts.

2. Divers

II. Que les actionnaires représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence.

Laquelle liste de présence et procurations, après avoir été paraphées «ne varietur» par les actionnaires présents, le mandataire des actionnaires représentés, les membres du bureau et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

III. Que l'intégralité du capital étant représentée à la présente Assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'Assemblée Générale après délibération, prend à l'unanimité des voix l'unique résolution suivante:

Unique résolution

L'assemblée générale transfère le siège social de la société vers L-2449 Luxembourg, 25A Boulevard Royal et modifie le premier alinéa de l'article 2 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 2. (Alinéa 1^{er})**. Le siège social est établi dans la Commune de Luxembourg.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour l'assemblée a été clôturée à 15.15 heures.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société à sept cent cinquante euros (750,- EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: B.CORREIA-FLORA, D.HENSGEN, V.PIERRU, P.DECKER

Enregistré à Luxembourg A.C., le 04 juillet 2012. Relation: LAC/2012/31229. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros)

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, délivrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 9 juillet 2012.

Référence de publication: 2012081921/56.

(120116198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

**Histoires de Senteurs Luxembourg, Société à responsabilité limitée,
(anc. Mice Sàrl).**

Siège social: L-7570 Mersch, 90, rue Nic Welter.

R.C.S. Luxembourg B 131.470.

L'an deux mille douze, le vingt juin.

Pardevant Maître Marc LECUIT, notaire de résidence à Mersch.

1. Madame Patricia STAESSENS, administratrice, née à Mouscron (Belgique) le 24 septembre 1970, demeurant à F-08400 Voncq, 1, Impasse Jeanne d'Arc,

ici représentée par Monsieur Claude MICHIELS, commerçant, né à Kindu Port (République démocratique du Congo) le 25 avril 1959, demeurant à L-7570 Mersch, 90, rue Nic Welter,

en vertu d'une procuration sous seing privée.

laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le notaire instrumentaire et le comparant restera annexée en copie au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

2. Monsieur Claude MICHIELS, prénommé.

Qu'ils déclarent être les seuls associés de la société à responsabilité limitée «MICE SARL», avec siège social à L-7526 Mersch, 1-3, Um Mierscherbiërg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 131470, constituée suivant acte reçu par Maître Roger ARRENSDORFF, Notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, en date du 17 août 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2279 du 11 octobre 2007 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 28 janvier 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 434 du 27 février 2009.

Qu'ils se sont réunis en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils s'entendent par ailleurs dûment convoqués et ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de la société de L-7526 Mersch, 1-3, Um Mierscherbiërg à L-7570 Mersch, 90, rue Nic Welter.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de changer la dénomination de la société de «MICE SARL» en «Histoires de Senteurs Luxembourg».

Troisième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 1^{er} des statuts qui se lira désormais comme suit:

« **Art. 1^{er}**. La société prend la dénomination Histoires de Senteurs Luxembourg.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Mersch, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom, qualités et demeure, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: C. MICHIELS, M. LECUIT.

Enregistré à Mersch, le 21 juin 2012. MER / 2012 / 1482. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A. MULLER.

POUR COPIE CONFORME.

Mersch, le 9 juillet 2012.

Référence de publication: 2012082264/43.

(120116072) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

Domaines Invests S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 2A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 117.002.

Extrait du procès verbal du conseil d'administration de la société tenu au siège social le 5 décembre 2011

Il résulte du Procès-Verbal du Conseil d'Administration tenu en date du 5 décembre 2011 au siège social de la Société que:

"Résolution unique

Le Conseil décide de transférer le siège social de la Société du 13, Rue Aldringen, L-1118 LUXEMBOURG au 2a Boulevard Joseph II, L-1840 LUXEMBOURG à compter du 5 décembre 2011."

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 décembre 2011.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2012081961/18.

(120116217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

IFCI New Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 116.548.

L'an deux mille douze le huit juin,

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg

s'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme IFCI NEW PARTICIPATIONS S.A ayant son siège social à L – 1331 Luxembourg, 31, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 116.548, constituée suivant acte reçu le 24 avril 2006 publié au Mémorial C numéro 1455 du 28 juillet 2006.

La société est inscrite au registre de commerce et des sociétés de et à Luxembourg à la section B sous le numéro 116548

L'assemblée est tenue sous présidence de Flora Gibert, employée demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Madame Sarah Lobo, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le conseil de l'assemblée étant constitué, le président déclare et demande au notaire de constater que:

1. Les actionnaires sont présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste qui est signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. La liste ainsi que les procurations resteront annexés à ce document avec lequel elles seront soumises à la formalité de l'enregistrement.

2. Il ressort de cette liste que toutes les 3.709.417 (trois millions sept cent neuf mille quatre cent dix-sept) actions d'une valeur nominale de EUR 10,-(dix Euros) chacune, qui représentent le capital souscrit, sont représentés à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de sorte que l'assemblée puisse valablement délibérer sur tous les questions à l'ordre du jour

3. L'ordre du jour est le suivant:

Ordre du jour

1. Approbation de la situation comptable au 31 mai 2012;
2. Transfert du siège social et de l'établissement principal du Grand-Duché de Luxembourg, 31, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L -1331 Luxembourg au via de' Poeti n.1/2, 40124 Bologna, et adoption de la nationalité italienne;
3. Changement de la dénomination sociale de la société en IFCI New Participation S.p.A.;
4. Acceptation de la démission des Administrateurs
5. Acceptation de la démission du Commissaire aux Comptes;
6. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
7. Refonte complète des statuts de la Société pour les adapter à la législation italienne
8. Nomination d'un Conseil d'administrateurs (Consiglio di Amministrazione) composé de cinq membres et d'un collège des commissaires (Collegio Sindacale) composé de trois membres et deux suppléants;
9. Autorisation à conférer au Notaire Carlo Vico, Dott. Matteo Tamburini et Dott. Davide Galli d'entreprendre toute procédure nécessaire et d'exécuter et de fournir tout document nécessaire au Ministère des Finances et au Registre de Commerce et des Sociétés de Milan, et généralement toute administration qui pourrait être concernée, afin d'assurer la continuation de la société en tant que société de droit italien;
10. Autorisation à conférer à tout clerc de l'étude de Maître Joseph Elvinger, notaire à Luxembourg, à l'effet de radier la société à Luxembourg sur preuve de l'immatriculation de la société en Italie;
11. Soumission des décisions proposées sous les points 2 à 10 de l'ordre du jour à la condition résolutoire du refus du transfert du siège social de la société par le Ministère des Finances italien;
12. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée approuve la situation comptable au 31 mai 2012.

Deuxième résolution

L'assemblée décide à l'unanimité, conformément aux dispositions de l'article 67-1 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915, sur les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée, de changer la nationalité de la Société en adoptant la nationalité italienne et de transférer le siège social et l'établissement principal de la Société du Grand-Duché de Luxembourg, 7 L – 1331 Luxembourg, 31, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, en Italie, Via de'Poeti N1/2, I-40124 Bologna.

L'assemblée constate que les obligataires ont accepté le présent transfert de siège.

Elle constate également que le transfert du siège social en Italie et le changement de la nationalité de la Société n'auront en aucun cas pour effet, ni sur le plan fiscal ni sur le plan légal, la constitution d'une nouvelle société et la Société constate que la résolution est prise en conformité avec l'article 199 de la loi du 10 août 1915, sur les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée, ainsi qu'avec la Directive du Conseil de la CEE du 17 juillet 1969 n° 335 et les dispositions des articles 4 et 50 du DPR du 26 avril 1986, n°131 et toutes dispositions concernées.

Troisième résolution

L'assemblée générale des actionnaires décide de changer la dénomination de la société en IFCI NEW PARTICIPATION S. p.A.

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide d'accepter la démission des administrateurs et du commissaire aux comptes en place et de leur donner décharge pour l'exercice de leur mandat jusqu'à ce jour.

Cinquième résolution

L'assemblée décide de procéder à une refonte complète des statuts de la Société pour les mettre en concordance avec la législation italienne relatives aux sociétés à responsabilité limitée, et de les arrêter comme ci-après:

STATUTO DELLA SOCIETA'

Titolo I. Denominazione, Oggetto, Sede e durata della societa'.

Art. 1. Denominazione sociale.

1.1. E' costituita la Società per Azioni con la denominazione sociale di "IFCI NEW PARTICIPATIONS S.p.A." (d'ora in poi indicata come "la Società" o "IFCI").

Art. 2. Oggetto sociale.

2.1. La Società ha per oggetto e scopo principale l'attività di: "assunzione, gestione e cessione di partecipazioni in via non professionale e non nei confronti del pubblico; il coordinamento tecnico, amministrativo e finanziario delle società

che fanno capo al gruppo ed ai soci di appartenenza; il finanziamento alle medesime; la compravendita di titoli pubblici e privati".

2.2. La Società può, inoltre, anche:

a) assumere, direttamente o indirettamente, partecipazioni ed altre interessenze in Società ed imprese di qualunque natura, sia in Italia che all'estero, aventi un oggetto analogo, affine o connesso al proprio;

b) assumere e concedere agenzie, commissioni, rappresentanze e mandati, nonché compiere tutte le operazioni commerciali, finanziarie, mobiliari e immobiliari necessarie o utili per il raggiungimento degli scopi sociali;

c) rilasciare fidejussioni o altre garanzie, reali o personali, anche a favore di terzi nei limiti necessari al conseguimento dell'oggetto sociale;

d) la prestazione di servizi nei settori della contabilità, amministrazione, gestione aziendale, finanzia, informatica, organizzazione e tecnica della produzione, progettazione, programmazione e pianificazione, gestione del personale, marketing e pubblicità;

e) l'acquisto, la gestione, la locazione non finanziaria, la costruzione, la ristrutturazione, la vendita e la concessione in usufrutto di beni immobili civili, rurali e industriali, macchinari industriali, attrezzature per l'esercizio delle professioni e del commercio e beni mobili iscritti a pubblici registri (imbarcazioni, aeromobili, autoveicoli, motoveicoli);

f) l'acquisto e la cessione di crediti;

g) l'acquisto e la cessione in qualunque forma di brevetti, licenze e procedimenti di fabbricazione.

Tali attività debbono essere svolte nei limiti e nel rispetto delle norme che ne disciplinano l'esercizio.

2.3. La Società non può esercitare le attività in specie: della legge 23 novembre 1939 n. 1966, sulla disciplina delle società fiduciarie e di revisione; della legge 7 giugno 1914 n. 216, in tema di circolazione di valori mobiliari e di sollecitazione al pubblico risparmio; della legge 5 agosto 1981 n. 416, in tema di imprese editoriali; della legge 23 marzo 1983 n. 77, in tema di fondi comuni di investimento mobiliare; della legge 10 ottobre 1991 n. 287, in tema di tutela della concorrenza e del mercato; della legge 2 gennaio 1991 n. 1, in tema di attività di intermediazione mobiliare; del d.lgs. 1° settembre 1993 n. 395, in materia di attività bancaria e finanziaria; dell'art. 26 legge 7 marzo 1996 n. 108, in tema di mediazione e consulenza nella concessione di finanziamenti; del d.lgs. 24 febbraio 1998 n. 58, in materia di intermediazione finanziaria; nonché nel rispetto della normativa in tema di attività riservate ad iscritti a Collegi, Ordini o Albi professionali.

Art. 3. Sede sociale e sedi secondarie.

3.1. La sede della Società è situata a Bologna (BO) all'indirizzo risultante dalla apposita iscrizione eseguita presso il registro delle imprese e può essere modificata, nell'ambito del comune sopra indicato, con decisione dell'organo amministrativo, il quale è competente anche ad istituire, modificare e sopprimere in Italia sedi secondarie, filiali, succursali o unità locali comunque denominate.

3.2. Compete unicamente all'assemblea ordinaria degli azionisti l'istituzione, la modificazione e la soppressione all'estero di unità locali, filiali, succursali e sedi secondarie, nonché il trasferimento al di fuori del comune sopra indicato della sede sociale.

Art. 4. Domiciliazione.

4.1. Agli effetti del presente Statuto tutte le comunicazioni dirette ai singoli soci, agli amministratori, ai sindaci e al revisore, per quel che concerne i loro rapporti con la Società, sono effettuate al domicilio risultante dai libri sociali.

4.2. Nei libri sociali devono essere indicati l'indirizzo del socio, dell'amministratore, del sindaco, del revisore, e, se comunicati, il numero di telefono, l'indirizzo di posta elettronica, l'indirizzo di posta elettronica certificata (PEC) ed il numero di telefax.

4.3. Le variazioni successive dei predetti dati devono essere comunicate tempestivamente alla Società da parte degli interessati mediante comunicazione scritta da inviare all'organo amministrativo, che provvede ad annotarle nei libri sociali.

4.4. Le variazioni dei dati di domiciliazione, ai fini della validità delle comunicazioni previste dal presente Statuto, hanno effetto dalla data in cui la comunicazione scritta dell'interessato è pervenuta alla Società.

Art. 5. Durata della Società.

5.1. La durata della Società è fissata dalla data dell'atto costitutivo fino al 31.12.2050 (trentuno dicembre duemilacinquanta) e può essere prorogata o anticipatamente sciolta con deliberazione di assemblea straordinaria.

TITOLO II. Capitale sociale, Azioni, Obbligazioni, Finanziamenti.

Art. 6. Capitale sociale e conferimenti dei soci.

6.1. Il capitale sociale è pari ad Euro 37.100.000,00 (trentasettemilionicentomila virgola zero zero) composto di 371.000 (trecentosettantunmila) azioni senza valore nominale.

6.2. Potrà essere aumentato, con deliberazione dell'assemblea straordinaria degli azionisti, anche con conferimento di beni in natura o di crediti, in deroga al disposto dell'art. 2342, primo comma, del codice civile.

6.3. Le azioni sono nominative, quando ciò sia prescritto dalle leggi vigenti; diversamente le azioni, se interamente liberate, possono essere nominative o al portatore, a scelta ed a spese dell'azionista.

6.4. L'assemblea straordinaria può deliberare l'emissione di azioni aventi diritti diversi a norma degli artt. 2348 e seguenti del codice civile.

6.5. Il caso di comproprietà di azioni è regolato dall'art. 2347 del codice civile.

6.6. Ai fini di qualsiasi comunicazione ufficiale, il domicilio degli azionisti si considera quello che risulta dal libro soci. E' onere del socio comunicare l'eventuale cambiamento del proprio domicilio, nonché dei propri recapiti telefonici, di telefax e di posta elettronica.

6.7. La Società può emettere, a norma di legge, obbligazioni nominative e al portatore, nonché convertibili in azioni e/ o con warrant, demandando all'assemblea la fissazione delle modalità di collocamento, di estinzione e di conversione.

6.8. La Società può acquisire dai soci, previo loro consenso, versamenti in conto capitale o a fondo perduto senza obbligo di rimborso, anche non in proporzione alle rispettive partecipazioni al capitale sociale, ovvero stipulare con i soci in base a trattative personalizzate finanziamenti con obbligo di rimborso, che si presumono infruttiferi salva diversa pattuizione stabilita per scritto. L'acquisizione di fondi con obbligo di rimborso presso gli azionisti non costituisce raccolta di risparmio tra il pubblico, ai sensi dell'art. 11, terzo comma del D. Lgs. 1° settembre 1993, n. 385, se effettuata in ottemperanza alle disposizioni del Comitato Interministeriale per il Credito ed il Risparmio. Le modalità, di rimborso dei finanziamenti con obbligo di restituzione sono stabilite di volta in volta nel relativo atto negoziale.

Art. 7. Trasferimento delle azioni.

7.1. Qualora un azionista intenda "trasferire" in tutto o in parte, le proprie azioni o obbligazioni convertibili o con warrants, warrants o diritti di sottoscrizione di azioni di nuova emissione, warrants o diritti di opzione in caso di aumento del capitale sociale, dovrà previamente offrirli in prelazione a tutti gli altri soci iscritti nel relativo libro, specificando il nome del terzo offerente disposto all'acquisto e le relative condizioni, mediante lettera raccomandata a.r. o posta elettronica certificata (PEC).

7.2. Il diritto di prelazione spetta a ciascuno dei soci in proporzione alla rispettiva partecipazione al capitale. Ove taluno dei soci rinunciasse o non esercitasse nel termine, in tutto o in parte, il diritto di prelazione, il diritto si accresce agli altri soci che intendono esercitarlo ed in via tra loro proporzionale.

7.3. Gli azionisti che intendano esercitare il diritto di prelazione debbono, entro 15 (quindici) giorni dal ricevimento della lettera raccomandata o della comunicazione avvenuta mediante posta elettronica certificata (PEC) di cui al precedente articolo 7.1., darne comunicazione a mezzo lettera raccomandata a.r. o posta elettronica certificata (PEC) indirizzata al socio offerente.

In tale lettera dovrà essere manifestata incondizionatamente la volontà di acquistare tutte le azioni, o tutti gli warrants o diritti di opzione offerti in vendita.

Ciascuno dei soggetti titolari del diritto di prelazione avrà la facoltà di esercitare la prelazione sull'intero numero delle azioni, degli warrants o dei diritti di opzione offerti in vendita.

Nel caso in cui l'offerta venga accettata da più azionisti titolari del diritto di prelazione, le azioni, gli warrants o i diritti di opzione offerti in vendita verranno attribuiti ai medesimi in proporzione alla rispettiva partecipazione al capitale della Società, dove il capitale della Società si riterrà costituito dal totale delle azioni della Società dedotte quelle poste in vendita e quelle altre appartenenti al socio alienante non poste in vendita.

7.4. Se entro il termine di cui all'articolo 7.3. nessuno dei soci avrà esercitato la prelazione, il socio offerente sarà libero di vendere o trasferire ai terzi le proprie azioni (o il proprio diritto d'opzione) entro il termine perentorio di sei mesi. Decorso tale termine, senza avere perfezionato la vendita, il socio offerente dovrà rinnovare la prelazione ai soci prima di alienare le proprie azioni (o i propri diritti di opzione).

7.5. Fino a quando non sia stata fatta l'offerta di cui al precedente articolo 7.1. e non risulti che questa non sia stata accettata o non sia decorso il termine di cui al precedente articolo 7.3., il terzo offerente non sarà iscritto nel libro soci, non sarà legittimato all'esercizio del voto e degli altri diritti amministrativi inerenti alle azioni, agli warrants o diritti di opzione, e non potrà trasferirli con effetto verso la Società a soggetti diversi dagli altri azionisti.

7.6. Con il termine "trasferire" di cui all'articolo 7.1. si intende qualsiasi negozio, anche a titolo gratuito (ivi inclusi, a titolo esemplificativo e non tassativo: vendita, donazione, permuta, conferimento in Società, vendita in blocco, vendita forzata, fusione), in forza del quale si consegua in via diretta o indiretta il risultato del trasferimento, anche a termine, della proprietà, nuda proprietà o di diritti reali (ivi inclusi pegno ed usufrutto) su tutte o alcune delle azioni.

7.7. Il diritto di prelazione non può essere esercitato nei trasferimenti per atto tra vivi a favore di persone di cui all'art. 536 del codice civile e cioè figli legittimi, gli ascendenti legittimi, i figli naturali, il coniuge, i figli legittimati ed adottivi ed i discendenti dei figli legittimi, legittimati, naturali ed adottivi del socio cedente.

7.8. Il socio non può, però, senza il consenso della maggioranza dei soci, espresso anche per lettera, sottoporre volontariamente, tutte o parte delle proprie azioni, ad usufrutto od a pegno o costituirle in garanzia.

7.9. Nel caso in cui si tratti di trasferimento che non preveda un corrispettivo in denaro, il Presidente del consiglio di amministrazione, al ricevimento della comunicazione di cui all'articolo 7.1., dovrà immediatamente dare mandato al Presidente dell'ordine dei dottori commercialisti ed esperti contabili del luogo ove la Società ha sede perché proceda alla nomina di un dottore commercialista che determini il valore di mercato delle azioni oggetto del prospettato trasferimento al momento della comunicazione di trasferimento. Il costo di tale valutazione resterà a carico della Società.

7.10. Le partecipazioni sociali possono essere oggetto di intestazione fiduciaria. Nelle ipotesi di intestazione fiduciaria, l'eventuale atto con il quale la Fiduciaria provveda alla re-intestazione in capo al/ai proprio/i originario/i fiduciante/i della/ e quota/e della/e quale/i risulta intestataria, non configurando un trasferimento della proprietà del bene, non rileva ai fini della prelazione spettante ai soci.

7.11. Le partecipazioni sociali sono trasferibili liberamente mortis causa.

Art. 8. Diritto di recesso.

8.1. Ciascun socio ha diritto di recedere dalla Società nei casi previsti dalla legge, fatto salvo quanto disposto dall'articolo 8.3..

8.2. In caso di recesso del socio si applicano le disposizioni contenute negli articoli 2437 e seguenti del codice civile.

8.3. Il diritto di recesso non compete in relazione alle deliberazioni riguardanti: la proroga del termine di durata della Società; l'introduzione, la modifica o la rimozione di vincoli alla circolazione dei titoli azionari.

Titolo III. Organizzazione e funzionamento della società'.

Art. 9. Assemblea.

9.1. Le assemblee sono ordinarie e straordinarie a norma di legge. L'assemblea si può riunire presso la sede sociale oppure altrove, purché in territorio italiano.

9.2. L'assemblea ordinaria deve essere convocata almeno una volta all'anno, entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale. Tale termine potrà però essere prorogato a centottanta giorni, nel caso in cui la Società sia tenuta alla redazione del bilancio consolidato o qualora lo richiedano particolari esigenze relative alla struttura ed all'oggetto della Società, da esplicitarsi a cura dell'organo amministrativo nella relazione di cui all'art. 2428 del codice civile, che dovranno constare da apposito verbale redatto dall'organo amministrativo prima della scadenza del termine ordinario.

9.3. L'assemblea straordinaria è convocata per le deliberazioni di sua competenza, quando l'organo amministrativo lo ritenga opportuno.

9.4. La convocazione dell'assemblea dovrà altresì essere fatta senza ritardo, quando sia stata inoltrata richiesta ai sensi di legge.

9.5. Ogni azionista può farsi rappresentare, mediante semplice delega scritta, da un mandatario ai sensi dell'art. 2372 del codice civile.

9.6. Le convocazioni dell'assemblea sono fatte dal presidente del consiglio di amministrazione, dall'amministratore unico o dall'amministratore delegato, mediante lettera raccomandata a.r. o con altri mezzi di comunicazione (es. fax, telegramma, posta elettronica, posta elettronica certificata, raccomandata a mano con attestazione di ricevimento), purché mezzi atti a produrre conferma della relativa ricezione, da spedirsi almeno otto giorni prima della data fissata per l'adunanza.

Nell'avviso di convocazione debbono essere indicati il luogo, il giorno e l'ora dell'adunanza e l'elenco delle materie da trattare e nello stesso comunicato potrà essere indicato il luogo, il giorno e l'ora per l'adunanza in seconda convocazione, qualora la prima andasse deserta.

9.7. Sono tuttavia valide le assemblee, anche non convocate come sopra, se in esse sia rappresentato l'intero capitale sociale e partecipi all'assemblea la maggioranza dei componenti degli organi amministrativi e di controllo. In tale ipotesi, dovrà essere data tempestiva comunicazione delle deliberazioni assunte ai componenti degli organi amministrativi e di controllo non presenti.

9.8. E' possibile tenere le riunioni dell'assemblea, con intervenuti dislocati in più luoghi, contigui o distanti, audio/video collegati, purché a tutti i partecipanti sia consentito di seguire lo svolgimento della riunione, di partecipare in tempo reale alla discussione, di ricevere, trasmettere e visionare documenti e a condizione che i partecipanti vengano identificati all'inizio della riunione e della presenza dei medesimi si dia atto nel verbale di assemblea redatto dal segretario.

In presenza di dette condizioni, la riunione si considera tenuta nel luogo in cui si trova il presidente ed insieme a lui il segretario della riunione.

9.9. Qualora nell'ora prevista per l'inizio dell'assemblea non fosse tecnicamente possibile il collegamento con i luoghi in audio e/o video conferenza, l'assemblea non sarà valida e dovrà essere riconvocata per una data successiva.

Nel caso in cui, in corso di assemblea, per motivi tecnici venisse sospeso il collegamento con uno o più luoghi audio e/o video collegati e lo stesso collegamento non venisse ripristinato entro 15 (quindici) minuti, la riunione verrà dichiarata sospesa dal presidente dell'assemblea e saranno considerate valide le deliberazioni adottate sino al momento della sospensione.

9.10. L'assemblea è presieduta dall'amministratore unico o dal presidente del consiglio di amministrazione ed in sua assenza o impedimento dall'amministratore delegato, se nominato, o in caso di sua mancanza, assenza od impedimento, dall'amministratore più anziano.

9.11. Il presidente è assistito per la redazione del verbale da un segretario nominato dall'assemblea e, nelle assemblee straordinarie, da un notaio.

9.12. La valida costituzione delle assemblee e le maggioranze necessarie per la validità delle deliberazioni sono disciplinate dalle disposizioni degli artt. 2368 e 2369 del codice civile.

9.13. Le deliberazioni dell'assemblea debbono risultare da processo verbale firmato dal presidente o, in caso di assenza o impedimento da chi lo sostituisce e dal segretario che lo redige. Il verbale deve essere firmato anche dagli scrutatori nel caso essi siano stati nominati.

Nei casi di legge il verbale viene redatto da un notaio scelto dal presidente del consiglio di amministrazione o dall'amministratore unico.

Art. 10. Amministrazione.

10.1. La Società adotta il sistema di amministrazione ordinario di cui agli articoli 2380 bis e seguenti del codice civile ed è amministrata, a scelta dell'assemblea, da un amministratore unico o da un consiglio di amministrazione.

10.2. Il numero dei componenti del consiglio di amministrazione è variabile da tre a undici e viene, di volta in volta, determinato all'atto della nomina e possono essere scelti anche fra soggetti non soci.

I consiglieri durano in carica tre anni e scadono alla data dell'assemblea convocata per l'approvazione del bilancio relativo all'ultimo esercizio del loro incarico e sono rieleggibili.

10.3. Il presidente del consiglio di amministrazione dura in carica un esercizio ed è nominato dall'assemblea in sede di approvazione del bilancio annuale.

10.4. L'assemblea ha facoltà di nominare un presidente onorario anche fra persone estranee al consiglio di amministrazione, che si siano particolarmente distinte per il loro contributo all'attività sociale.

Al presidente onorario non spetta la rappresentanza della Società né alcun potere di gestione all'interno della stessa, dovendosi considerare tale carica meramente onorifica. Il presidente onorario ha diritto di intervento alle riunioni assembleari e consiliari, in queste ultime senza diritto di voto.

10.5. Gli amministratori decadono dalla carica con effetto immediato qualora vengano a trovarsi in alcuna delle situazioni previste dall'art. 2382 del codice civile, ed i soci provvedono senza indugio alla loro sostituzione.

10.6. Salvo quanto previsto al successivo paragrafo, se nel corso dell'esercizio vengono a mancare uno o più amministratori (purché non rappresentino la metà degli amministratori in caso di numero pari o la maggioranza degli stessi in caso di numero dispari) gli altri provvedono a sostituirli; gli amministratori così nominati restano in carica sino alla prossima assemblea.

10.7. Se, per dimissioni o per altre cause, viene a mancare la metà degli amministratori, in caso di numero pari, o la maggioranza degli stessi, in caso di numero dispari, si intende decaduto l'intero organo amministrativo e gli amministratori rimasti in carica devono tempestivamente darne notizia ai soci per la nomina del nuovo organo amministrativo. In tal caso gli amministratori restano in carica per l'ordinaria amministrazione sino alla nomina dei successori.

10.8. In caso di rinuncia all'ufficio, l'amministratore rinunziante deve darne comunicazione scritta agli altri amministratori ed al Presidente del Collegio Sindacale.

La rinuncia ha effetto immediato, se rimane in carica la maggioranza degli amministratori, o, in caso contrario, dal momento in cui la maggioranza dell'organo amministrativo si è ricostituita in seguito all'accettazione dei nuovi amministratori.

10.9. La cessazione degli amministratori per scadenza del termine ha effetto dal momento in cui il nuovo organo amministrativo è stato ricostituito.

Art. 11. Consiglio di Amministrazione.

11.1. Nel provvedimento di nomina viene stabilito dall'assemblea:

- a) se gli amministratori agiranno esclusivamente con metodo assembleare in seno al consiglio di amministrazione;
- b) se gli stessi potranno agire in modo disgiunto per il compimento degli atti di ordinaria amministrazione ed in modo congiunto per gli atti di straordinaria amministrazione.

In mancanza di qualsiasi precisazione all'atto della nomina in ordine alle modalità di esercizio dei poteri di amministrazione, gli amministratori agiranno esclusivamente con metodo assembleare in seno ad un consiglio di amministrazione.

11.2. Il consiglio elegge tra i suoi membri un presidente, se non vi ha provveduto l'assemblea e può, eventualmente, nominare anche uno o più vicepresidenti e un segretario (quest'ultimo non necessariamente amministratore).

11.3. Il Consiglio di amministrazione si riunisce presso la sede sociale o altrove, purché in Italia tutte le volte che il presidente lo giudichi necessario, oppure su domanda della maggioranza dei consiglieri in carica, ovvero dal Collegio Sindacale, ed è presieduto dal presidente o, in caso di sua assenza od impedimento, dal vice presidente, qualora sia stato nominato, o, in caso di sua assenza od impedimento, dall'amministratore delegato, se nominato, o dal consigliere più anziano di età.

La convocazione viene effettuata con avviso da spedirsi almeno cinque giorni prima della data fissata per l'adunanza e, nei casi di urgenza, l'avviso potrà essere comunicato almeno ventiquattro ore prima.

11.4. L'avviso di convocazione può essere spedito per posta, ovvero trasmesso anche su supporto magnetico o con qualsiasi altro mezzo di comunicazione purché atto a produrre conferma della relativa ricezione (es. telefax, telegramma, posta elettronica, posta elettronica certificata, lettera raccomandata a.r., lettera raccomandata a mano con attestazione di ricevimento).

11.5. Anche in assenza di formale convocazione, il consiglio di amministrazione è validamente costituito se siano presenti tutti suoi componenti e tutti i sindaci, salvo il diritto di ciascuno degli intervenuti di opporsi alla discussione degli argomenti su cui non si ritenga sufficientemente informato.

11.6. Il consiglio di amministrazione può svolgersi anche con intervenuti dislocati in più luoghi, audio o video collegati, mediante mezzi di telecomunicazione, purché a tutti i partecipanti sia consentito di seguire lo svolgimento della riunione, di partecipare in tempo reale alla discussione, di ricevere, trasmettere e visionare documenti, ed a condizione che essi siano identificati all'inizio della riunione e della presenza dei medesimi si dia atto nel verbale del consiglio di amministrazione.

In presenza di dette condizioni, la riunione si considera tenuta nel luogo in cui si trova il Presidente ed insieme a lui il soggetto verbalizzante.

11.7. Qualora nell'ora prevista per l'inizio del consiglio non fosse tecnicamente possibile il collegamento con i luoghi in audio e/o video conferenza, la riunione non sarà valida e dovrà essere riconvocata per una data successiva.

Nel caso in cui, in corso del consiglio, per motivi tecnici venisse sospeso il collegamento con uno o più luoghi audio e/o video collegati e lo stesso collegamento non venisse ripristinato entro 15 (quindici) minuti, la riunione verrà dichiarata sospesa dal presidente del consiglio di amministrazione e saranno considerate valide le deliberazioni adottate sino al momento della sospensione.

11.8. Per la validità delle deliberazioni del consiglio di amministrazione occorre la presenza della maggioranza degli amministratori in carica ed il voto favorevole della prevalenza numerica assoluta dei presenti, non computandosi le astensioni. In caso di parità, prevarrà la deliberazione approvata dal Presidente del Consiglio di amministrazione.

11.9. Il consiglio è investito dei più ampi poteri per la gestione ordinaria e straordinaria della Società e particolarmente gli sono riconosciute tutte le facoltà per il raggiungimento degli scopi sociali, che non siano dalla legge o dal presente statuto riservate in modo tassativo all'assemblea dei soci.

Oltre alla gestione dell'impresa per l'attuazione dell'oggetto sociale, competono al consiglio di amministrazione le deliberazioni concernenti la fusione e la scissione nei casi consentiti dalla legge.

11.10. Il consiglio può delegare, nel rispetto dell'art. 2381 del codice civile, parte dei propri poteri di ordinaria amministrazione ad uno o più dei suoi componenti che assumono la qualifica di amministratori delegati, stabilendone le mansioni, i compiti, i poteri e gli emolumenti relativi.

I soggetti a cui siano state conferite deleghe riferiscono al consiglio di amministrazione ed al collegio sindacale, con periodicità non superiore a centottanta giorni, sul generale andamento della gestione e sulla sua prevedibile evoluzione, nonché sulle operazioni di maggior rilievo, per le loro dimensioni o caratteristiche, effettuate dalla Società e dalle sue controllate.

11.11. La rappresentanza della Società e la firma sociale di fronte ai terzi ed in giudizio spetta all'amministratore unico o al presidente del consiglio di amministrazione con facoltà di promuovere azioni ed istanze giudiziarie ed amministrative in ogni grado ed in qualunque sede, anche per giudizi di cassazione e revocazione, nominando avvocati e procuratori alle liti.

11.12. La rappresentanza della Società, nei limiti dei poteri conferiti, spetta pure, disgiuntamente e separatamente dal presidente, all'amministratore delegato.

11.13. Il consiglio potrà inoltre nominare, anche fra persone estranee al consiglio, direttori, procuratori speciali e mandatari in genere per determinati atti o categorie di atti, determinandone i poteri e i compensi.

Art. 12. Comitato esecutivo.

12.1. Il Consiglio di amministrazione può delegare parte dei suoi poteri ad un Comitato esecutivo composto da taluni dei propri componenti fino a un massimo di 3 (tre).

12.2. Al Comitato esecutivo si applicano, in quanto compatibili, le norme dettate per il consiglio di amministrazione e l'amministratore unico.

12.3. Non sono delegabili al comitato esecutivo le attribuzioni previste dall'art. 2381 comma 4 del codice civile.

Art. 13. Collegio sindacale e controllo legale dei conti.

13.1. Il collegio sindacale è composto di 3 (tre) sindaci effettivi e di 2 (due) supplenti le cui funzioni sono regolate dalle disposizioni del codice civile.

13.2. Il collegio sindacale resta in carica 3 (tre) esercizi e scade alla data dell'assemblea convocata per l'approvazione del bilancio relativo all'ultimo esercizio della carica e la scadenza ha effetto dal momento in cui il collegio è stato ricostituito e i sindaci sono rieleggibili.

13.3. È ammessa la possibilità che le riunioni del Collegio Sindacale si tengano in collegamento telefonico o video (teleconferenza o videoconferenza).

In tale caso devono essere assicurate:

- l'identificazione di tutti i partecipanti in ciascun punto del collegamento, considerandosi la riunione tenuta nel luogo in cui si trova chi presiede la riunione;

- la possibilità per ciascuno dei partecipanti di seguire ed intervenire nella discussione degli argomenti trattati, visionare, ricevere o trasmettere tutta la documentazione.

13.4. Il controllo legale dei conti è esercitato dal collegio sindacale, salvo che ciò non sia impedito da diversa disposizione di legge inderogabile o deciso dall'assemblea.

Nel caso in cui il controllo legale dei conti non possa essere esercitato dal collegio sindacale per effetto della disposizione contenuta nel secondo comma dell'art. 2409-bis del codice civile o l'assemblea dei soci deliberi di non affidarlo ai sindaci, sarà affidato ad un revisore contabile o ad una Società di revisione designati ai sensi di legge.

Art. 14. Compensi agli Amministratori e ai Sindaci.

14.1. Agli amministratori spetta il rimborso delle spese sostenute per le ragioni dell'ufficio e l'assemblea può inoltre assegnare loro un'indennità annuale determinata a norma dell'articolo 2389 del codice civile.

14.2. Con decisione dei soci può essere, inoltre, assegnata agli organi sociali una indennità annuale a titolo di TFM, anche stipulando una polizza assicurativa che ne garantisca la puntuale erogazione.

14.3. La retribuzione annuale del Collegio Sindacale è determinato dall'assemblea all'atto della nomina per l'intero periodo di durata del loro ufficio secondo le tariffe professionali in materia.

Titolo IV. Normefinali

Art. 15. Bilancio e utili.

15.1. Gli esercizi sociali chiudono il 31 dicembre di ogni anno e alla fine di ogni esercizio il consiglio procederà alla formazione del bilancio sociale ai sensi degli artt. 2423 e seguenti del codice civile.

15.2. Gli utili netti dopo detrazione di una somma non inferiore al 5% (cinqueper cento) per la riserva legale finché questa non abbia raggiunto il quinto del capitale sociale, saranno ripartiti alle azioni, salvo diversa destinazione stabilita dall'assemblea.

15.3. Il pagamento dei dividendi è effettuato presso le casse designate dal consiglio di amministrazione ed entro il termine che annualmente viene fissato dal consiglio stesso.

15.4. I dividendi non riscossi entro il quinquennio dal giorno in cui divennero esigibili saranno prescritti a favore della Società.

Art. 16. Scioglimento e liquidazione della Società.

16.1. La Società si scioglie nei casi previsti dall'art. 2484 del codice civile.

16.2. La liquidazione della Società è effettuata da uno o più liquidatori.

16.3. Gli amministratori, dopo l'accertamento della causa di scioglimento devono convocare l'Assemblea dei soci per deliberare:

a) sulla nomina ed il numero dei liquidatori, con l'indicazione di quelli a cui spetta la rappresentanza della Società, nonché le modalità di esercizio delle loro funzioni;

b) sui criteri in base ai quali deve svolgersi la liquidazione;

c) sui poteri dei liquidatori, con particolare riguardo al potere di cedere azienda sociale, singoli rami di essa ovvero anche singoli beni o diritti anche per blocchi;

d) sugli atti necessari alla conservazione del valore dell'impresa, compreso il suo esercizio provvisorio, in funzione del migliore realizzo.

Art. 17. Clausola compromissoria.

17.1. Tutte le controversie insorgenti tra i soci ovvero tra i soci e la Società che abbiano ad oggetto diritti disponibili relativi al rapporto sociale, ad esclusione delle controversie nelle quali la legge preveda l'intervento obbligatorio del Pubblico Ministero, saranno devolute ad un collegio arbitrale composto da 3 (tre) membri, tutti nominati dal Presidente del Tribunale del luogo ove la Società ha la propria sede legale, entro 20 (venti) giorni dal ricevimento della richiesta fatta dalla parte più diligente.

17.2. Gli arbitri così nominati designeranno il presidente del collegio arbitrale e la sede del collegio sarà presso il domicilio di quest'ultimo.

17.3. Il collegio arbitrale dovrà decidere entro 60 (sessanta) giorni dalla nomina e deciderà in via rituale secondo diritto e, pertanto, la determinazione degli arbitri avrà natura di sentenza tra le parti.

17.4. Sono soggette alla disciplina sopra prevista anche le controversie promosse da amministratori, liquidatori e sindaci ovvero quelle promosse nei loro confronti, che abbiano ad oggetto diritti disponibili relativi al rapporto sociale.

17.5. Le spese dell'arbitrato saranno a carico della parte soccombente, salvo diversa decisione arbitrale.

17.6. Le modifiche e la soppressione del contenuto della presente clausola compromissoria devono essere approvate con decisione dei soci con la maggioranza prevista per le modifiche statutarie.

Art. 18. Rinvio al codice civile ed alle leggi speciali.

18.1. Per tutti i profili di disciplina non regolati espressamente dal presente Statuto, si osservano le disposizioni del codice civile e delle altre leggi speciali vevoli per questa materia.

Sixième résolution

L'assemblée décide de nommer un Consiglio di Amministrazione composé de cinq membres jusqu'à l'approbation des comptes au 31 décembre 2014:

a) Dott. Orlando Antonini, né à Bologne le 20 décembre 1933 demeurant via Castiglione n. 6, codice fiscale NTN RND 33T20 A944E

b) Dott. Guido Nigrisoli, né à Bologne le 10 juin 1951 demeurant à Casalecchio di Reno (BO), via dei Carbonari n. 11, codice fiscale NGR GDU 51H10 A944E;

c) Dott. Claudio Zappi, né à Bologne le 18 mars 1957 demeurant à Sasso Marconi (BO), Via Iano n. 43, codice fiscale ZPP CLD 57C18 A944Z;

d) Dott.ssa Annalisa Antonini, née à Bologne le 28 juillet 1963 demeurant à via Castiglione n. 154, codice fiscale NTN NLS 63L68 A944T

e) Dott.ssa Nicoletta Antonini, née à Bologne le 19 juillet 1966 demeurant à via Castiglione n. 6, codice fiscale NTN NLT 66L59 A944Y;

Dott.ssa Annalisa Antonini est nommée Présidente du Consiglio di Amministrazione jusqu'à l'approbation des comptes au 31 décembre 2012.

L'assemblée décide de nommer un Collegio Sindacale composé de trois membres et deux suppléants:

a) Presidente Collegio Sindacale: Dott. Davide Galli, né à Lugo (RA) le 17/06/1969 demeurant à Lugo (RA), Via Nicolò dell'Arca n. 2, codice fiscale GLL DVD 69H71 E730A, inscrit au Registro dei Revisori Contabili (avec D.M. du 26/05/1999 publié au Gazzetta Ufficiale n. 45 - IV° Serie Speciale del 08/06/1999, supplemento straordinario);

b) Sindaco Effettivo: Dott. Massimo Garuti, né à Bologne le 20/01/1966 demeurant à Bologne, Via Castiglione n. 95, codice fiscale GRT MSM 66A20 A944L, inscrit au Registro dei Revisori Contabili (avec D.M. du 13/06/1995 publié au Gazzetta Ufficiale, supplemento n. 46 bis - IV° Serie Speciale del 16/06/1995 - Decreto Legislativo 27/01/1992 n. 88 con decorrenza giuridica dal 21/04/1995);

c) Sindaco Effettivo: Dott. Gian Luca Succi, né à Faenza (RA) le 14/04/1971 demeurant à Faenza, Via XX Settembre n. 13, codice fiscale SCC GLC 71D14 D458Y, inscrit au Registro dei Revisori, G.U. série speciale n. 60 du 30/07/2004;

d) Sindaco Supplente: Dott. Gian Paolo Gandolfi, né à Bologne le 18/01/1962, demeurant à Via Toscana n. 28, codice fiscale GNDGPL62A18A944X, inscrit au Registro dei Revisori Contabili (avec D.M. 12/04/1995, publié au Gazzetta Ufficiale, supplemento n. 31 bis IV Serie speciale del 21/04/1995 - Decreto Legislativo del 27/01/1992 n. 88);

e) Sindaco Supplente: Dott. Giovanni Incerto, né à Naples le 14/10/1961, demeurant à Bologne via Belluria n. 39, codice fiscale: NCR GNN 61R14 F839V, inscrit au Registro dei Revisori Contabili (avec D.M. 26/01/2005 publié au Gazzetta Ufficiale, supplemento n. 9 IV Serie Speciale del 01/02/2005 - Decreto Legislativo 27/01/1992 n. 88).

Septième résolution

L'assemblée décide de conférer à M. Carlo Vico, Dott. Matteo Tamburini et Dott. Davide Galli, l'autorisation d'entreprendre toute procédure nécessaire et d'exécuter et de fournir tout document nécessaire au Ministère des Finances et au Registre de Commerce et des Sociétés de Bologne, et généralement toute administration qui pourrait être concernée, afin d'assurer d'une continuation de la Société en tant que société de droit italien.

Tous pouvoirs sont en outre conférés à tout clerc de l'étude du notaire soussigné à l'effet de radier l'inscription de la société au Luxembourg sur base de la preuve de l'inscription de la société en Italie.

Tous documents relatifs à la société au Grand-Duché de Luxembourg pourront, pendant une période de 5 ans, être obtenus à son ancien siège social à Luxembourg.

Huitième résolution

L'assemblée décide de soumettre les six résolutions prises ci-avant à la condition résolutoire du refus du transfert du siège social de la société par le Ministère des Finances italien ou toute autre administration ou institution.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête de la présente.

Lecture faite aux comparants qui sont connus du notaire par leur nom de famille, prénom, état civil et résidence, les personnes comparantes ont signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: F. GIBERT, S. LOBO, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C. le 14 juin 2012. Relation: LAC/2012/27478. Reçu douze euros (12.-€)

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur sa demande.

Luxembourg, 19 juin 2012.

Référence de publication: 2012082110/468.

(120116079) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

Hansteen Dormagen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 110.924.

—
Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 23 mai 2012

1. M. Ian Richard WATSON a démissionné de son mandat de gérant.

2. Mme Sarah Michaela HORNBUCKLE, administrateur de sociétés, née à Mtarfa (Malte), le 9 mars 1971, demeurant professionnellement à UK-W1S 2LL Londres (Royaume-Uni), 12, Clifford Street, Clarendon House, 6^{ème} étage, a été nommée comme gérante pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 6 juillet 2012.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Hansteen Dormagen S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012082062/16.

(120116249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

Intruma Participations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 17, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 136.497.

—
EXTRAIT

Avec effet au 16 juin 2011, la société Intruma Corporate Services B.V., ayant son siège social à 166, Amsteldijk, NL-1079 HL Amsterdam, Pays-Bas, immatriculée au Registre de Commerce d'Amsterdam, sous le numéro 33248906, propriétaire de 8.750 parts sociales de la Société a transféré la propriété de 8.750 parts sociales de la Société, d'une valeur nominale de EUR 1,- chacune:

- à la société Stichting Administratiekantoor Intruma ayant son siège social à 166, Amsteldijk, NL-1079 NL Amsterdam, Pays-Bas immatriculée au Registre de Commerce d'Amsterdam sous le numéro 34282071;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2012.

Référence de publication: 2012082103/17.

(120116209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

Millbeck Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 125.249.

—
EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire du 4 juillet 2012 que:

- Monsieur David RAVIZZA, né le 21 décembre 1965 à Mont Saint Martin (France), demeurant au 42, rue Mantrand F-54650 Saulnes, Monsieur Roberto DE LUCA, né le 13 avril 1973 à Luxembourg, demeurant professionnellement au 26-28 Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg et Madame Valérie WESQUY, née le 6 mars 1968 à Mont Saint Martin (France) et demeurant professionnellement au 19 Boulevard Grande Duchesse Charlotte L-1331 Luxembourg, ont été nommés administrateurs en remplacement Madame Mara DE BIASI, Monsieur Nello LAVIO et Madame Silvia LAVIOSCHNEIDER.

Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2018.

- La société SER.COM Sàrl, ayant son siège social à L-1331 Luxembourg, 19, Boulevard Grande Duchesse Charlotte, a été nommée commissaire en remplacement de la société JPCA Limited.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2018.

- Le siège de la société est établi au 26-28 Rives de Clausen L-2165 Luxembourg.

Luxembourg, le 6 juillet 2012.

Référence de publication: 2012082268/21.

(120116195) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

INNCONA S.à.r.l. & Cie. Trois Cent Trente- Quatrième (334.) S.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-5444 Schengen, 5, Baachergaass.

R.C.S. Luxembourg B 168.265.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Anwesend waren Herr Rechtsanwalt Martin Seidel als Vorsitzender der Sitzung und Bevollmächtigter des Herrn Manfred Pauly, Herr Rechtsanwalt Dr. Niggemeyer als Schriftführer und Herr expert comptable Peter Seidel als Stimmzähler.

Es wurde einstimmig festgestellt, dass die außerordentliche Gesellschafterversammlung form- und fristgerecht einberufen wurde; die Gesellschafterversammlung ist gemäß Art. 5 Abs. 4 des Gesellschaftsvertrages beschlussfähig. Es sind alle stimmberechtigten Gesellschafter anwesend.

Es wurden folgende Beschlüsse einstimmig gefasst:

Es ist beschlossen: Clôture de Liquidation/Abschluss der Liquidation

1. Dem Bericht des Liquidators zur Liquidation wird zugestimmt und dem Liquidator, Herrn Martin Seidel, wird Entlastung erteilt.

2. Die Liquidation der Gesellschaft ist abgeschlossen. Die Gesellschaft existiert mit heutigem Datum nicht mehr.

3. Vermögen und Verbindlichkeiten der Gesellschaft gehen auf den Gesellschafter Manfred Pauly über.

4. Die verfügbaren Bücher und Dokumente der Gesellschaft werden beim Gesellschafter, Manfred Pauly, Bordenbergweg 14, Mühlthal, D-64367, verwahrt.

5. Die Gesellschaft ist im Handelsregister zu löschen. Herr Seidel wird hierzu bevollmächtigt.

Schengen, den 18. Juni 2012.

Herr Dr. Niggemeyer / Herr RA Martin Seidel / Herr Peter Seidel

Rechtsanwalt / Rechtsanwalt / Expert comptable

Référence de publication: 2012082124/25.

(120116232) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

International Real Estate Holders S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 20, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 35.904.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 4 juillet 2012 que:

- Décision a été prise d'accepter la démission de la société Européan Consultants (Luxembourg) S.A. de ses fonctions de commissaire aux comptes de la société, avec effet au 11 janvier 2011,

- Décision a été prise de nommer la société Fidu-Concept S.à.r.l., avec siège social au 36, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, immatriculée au R.C.S. Luxembourg sous le n°B38136, aux fonctions de commissaire aux comptes de la société et cela avec effet immédiat.

Son mandat expirera lors de l'assemblée générale statutaire de 2016.

Pour extrait sincère et conforme

Pour la société

Référence de publication: 2012082161/17.

(120116179) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

Lag International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 111.026.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 11 juin 2012

Est nommé réviseur d'entreprises, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2010, qui se tiendra exceptionnellement en 2012:

- H.R.T. Révision S.A, société anonyme, 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen.

Luxembourg, le 18 juin 2012.

Référence de publication: 2012082207/12.

(120116008) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

INNCONA S.à.r.l. & Cie. Cent Quatre-Vingt-Huitième (188.) S.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-5444 Schengen, 5, Baachergaass.

R.C.S. Luxembourg B 168.197.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Auszug aus dem Protokoll

Anwesend waren Herr Rechtsanwalt Martin Seidel als Vorsitzender der Sitzung und Bevollmächtigter des Herrn Ulrich Schumacher, Herr Rechtsanwalt Dr. Niggemeyer als Schriftführer und Herr Peter Seidel als Stimmzähler.

Es wurde einstimmig festgestellt, dass die außerordentliche Gesellschafterversammlung form- und fristgerecht einberufen wurde; die Gesellschafterversammlung ist gemäß Art. 5 Abs. 4 des Gesellschaftsvertrages beschlussfähig. Es sind alle stimmberechtigten Gesellschafter anwesend.

Es wurden folgende Beschlüsse einstimmig gefasst:

Es ist beschlossen: Clôture de Liquidation/Abschluss der Liquidation

1. Dem Bericht des Liquidators zur Liquidation wird zugestimmt und dem Liquidator, Herrn Martin Seidel, wird Entlastung erteilt.

2. Die Liquidation der Gesellschaft ist abgeschlossen. Die Gesellschaft existiert mit heutigem Datum nicht mehr.

3. Vermögen und Verbindlichkeiten der Gesellschaft gehen auf den Gesellschafter Ulrich Schumacher über.

4. Die verfügbaren Bücher und Dokumente der Gesellschaft werden beim Gesellschafter, Herrn Ulrich Schumacher, Kleine Pfaßstraße 10, 30161 Hannover verwahrt.

5. Die Gesellschaft ist im Handelsregister zu löschen. Herr Seidel wird hierzu bevollmächtigt.

Schengen, den 18. Juni 2012.

Herr Dr. Niggemeyer / Herr RA Martin Seidel / Herr Peter Seidel

Rechtsanwalt / Rechtsanwalt / Expert comptable

Référence de publication: 2012082131/26.

(120116176) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

Monte Cristo SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 154.532.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire, tenue à Luxembourg, le 27 juin 2012:

L'Assemblée Générale Ordinaire décide de renouveler le mandat des Administrateurs suivants, pour une période d'un an prenant fin avec l'Assemblée Générale Ordinaire qui approuvera les comptes annuels au 31 décembre 2012:

- Mr. Stéphane CATHELIN, Président et Administrateur

- Mr. Jean-Pierre DELVIGNE, Administrateur

- Mr. Jean-Marc AZOULAY, Administrateur

L'Assemblée Générale Ordinaire décide de renouveler le mandat de PRICEWATERHOUSECOOPERS S.à.r.l., en tant que Réviseur d'Entreprises agréé pour une période d'un an prenant fin avec l'Assemblée Générale Ordinaire qui approuvera les comptes annuels au 31 décembre 2012.

A l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire, le Conseil d'Administration est composé de:

Président

- Mr. Stéphane CATHELIN, Monte Cristo Family Office, 14 rue du Rhône, CH-1204 Genève.

Administrateurs

- Mr. Stéphane CATHELIN, Monte Cristo Family Office, 14 rue du Rhône, CH-1204 Genève.

- Mr. Jean-Pierre DELVIGNE, Franklin, 26 Avenue Klüber, F- 75116 Paris.

- Mr. Jean-Marc AZOULAY, Bain & Company Russia, 30, Trubnikovskiy PER Dom 3, Q19, 121069 Moscou, Russie.

Le Réviseur d'Entreprises agréé est:

PRICEWATERHOUSECOOPERS S.à.r.l. ayant son siège social à 400, Route d'Esch, BP 1443, L-1471 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2012.

Référence de publication: 2012082245/28.

(120116241) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

Mirabaud Opportunities SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 138.969.

- En date du 8 juin 2012, le Conseil d'Administration a décidé de transférer le siège social de la Société au 15, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg avec effet au 25 juin 2012.

- L'adresse de Monsieur Frédéric Fasel, Administrateur est portée au 15 Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Mirabaud Opportunities SICAV-FIS

Référence de publication: 2012082240/12.

(120116110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

INNCONA S.à.r.l. & Cie. Cent Quatre-Vingt-Neuvième (189.) S.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-5444 Schengen, 5, Baachergaass.
R.C.S. Luxembourg B 167.814.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Auszug aus dem Protokoll

Anwesend waren Herr Rechtsanwalt Martin Seidel als Vorsitzender der Sitzung und Bevollmächtigter des Herrn Dr. Josef Bischoff, Herr Rechtsanwalt Dr. Niggemeyer als Schriftführer und Herr Peter Seidel als Stimmzähler.

Es wurde einstimmig festgestellt, dass die außerordentliche Gesellschafterversammlung form- und fristgerecht einberufen wurde; die Gesellschafterversammlung ist gemäß Art. 5 Abs. 4 des Gesellschaftsvertrages beschlussfähig. Es sind alle stimmberechtigten Gesellschafter anwesend.

Es wurden folgende Beschlüsse einstimmig gefasst:

Es ist beschlossen: Clôture de Liquidation/Abschluss der Liquidation

1. Dem Bericht des Liquidators zur Liquidation wird zugestimmt und dem Liquidator, Herrn Martin Seidel, wird Entlastung erteilt.

2. Die Liquidation der Gesellschaft ist abgeschlossen. Die Gesellschaft existiert mit heutigem Datum nicht mehr.

3. Vermögen und Verbindlichkeiten der Gesellschaft gehen auf den Gesellschafter Dr. Josef Bischoff über.

4. Die verfügbaren Bücher und Dokumente der Gesellschaft werden beim Gesellschafter Bischoff, Dr. Josef, Bauernworth 7, 21272 Eggestorf/Nordheide, verwahrt.

5. Die Gesellschaft ist im Handelsregister zu löschen. Herr Seidel wird hierzu bevollmächtigt.

Schengen, den 18. Juni 2012.

Herr Dr. Niggemeyer / Herr RA Martin Seidel / Herr Peter Seidel
Rechtsanwalt / Rechtsanwalt / Expert comptable

Référence de publication: 2012082132/26.

(120116149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

K.E.W. International GmbH, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 20.000,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 125.727.

Extrait des résolutions de l'associé unique en date du 26 juin 2012

L'associé unique accepte les démissions de Messieurs Guy HORNICK et Luc HANSEN de leur mandat de gérant de catégorie B.

Est nommé comme nouveau gérant de catégorie B de la société, pour une durée indéterminée:

- Monsieur Philippe PONSARD, ingénieur commercial, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L- 1653 Luxembourg

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 2 juillet 2012.

Référence de publication: 2012082177/16.

(120116134) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

Otto S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 144.217.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 juillet 2012.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2012082312/12.

(120116463) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

INNCONA S.à.r.l. & Cie. Cent Quatre-Vingt-Onzième (191.) S.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-5444 Schengen, 5, Baachergaass.
R.C.S. Luxembourg B 167.841.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Auszug aus dem Protokoll

Anwesend waren Herr Rechtsanwalt Martin Seidel als Vorsitzender der Sitzung und Bevollmächtigter des Herrn Dr. Josef Bischoff, Herr Rechtsanwalt Dr. Niggemeyer als Schriftführer und Herr Peter Seidel als Stimmzähler.

Es wurde einstimmig festgestellt, dass die außerordentliche Gesellschafterversammlung form- und fristgerecht einberufen wurde; die Gesellschafterversammlung ist gemäß Art. 5 Abs. 4 des Gesellschaftsvertrages beschlussfähig. Es sind alle stimmberechtigten Gesellschafter anwesend.

Es wurden folgende Beschlüsse einstimmig gefasst:

Es ist beschlossen: Clôture de Liquidation/Abschluss der Liquidation

1. Dem Bericht des Liquidators zur Liquidation wird zugestimmt und dem Liquidator, Herrn Martin Seidel, wird Entlastung erteilt.
2. Die Liquidation der Gesellschaft ist abgeschlossen. Die Gesellschaft existiert mit heutigem Datum nicht mehr.
3. Vermögen und Verbindlichkeiten der Gesellschaft gehen auf den Gesellschafter, Dr. Josef Bischoff, über.
4. Die verfügbaren Bücher und Dokumente der Gesellschaft werden beim Gesellschafter Bischoff, Dr. Josef, Bauernworth 7, 21272 Eggestorf/Nordheide verwahrt.
5. Die Gesellschaft ist im Handelsregister zu löschen. Herr Seidel wird hierzu bevollmächtigt.

Schengen, den 18. Juni 2012.

Herr Dr. Niggemeyer / Herr RA Martin Seidel / Herr Peter Seidel

Rechtsanwalt / Rechtsanwalt / Expert comptable

Référence de publication: 2012082133/26.

(120116167) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

Lamberti Chine Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 91.001.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue de manière extraordinaire le 29 juin 2012

Résolution:

Le mandat du commissaire aux comptes venant à échéance, l'assemblée décide de le réélire pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice 2012 comme suit:

Commissaire aux comptes:

Alter Audit S.à.r.l., 2, Place de Strasbourg, L-2560 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LAMBERTI CHINE INVESTISSEMENTS S.A.

Signature

Référence de publication: 2012082209/16.

(120116064) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

Puzzle Fund SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 151.441.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme
Puzzle Fund SICAV-FIS
Signature

Référence de publication: 2012082325/12.

(120116637) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

HBRL, Société Anonyme.

Siège social: L-1333 Luxembourg, 5, rue Chimay.
R.C.S. Luxembourg B 169.901.

STATUTS

L'an deux mil douze, le vingt-huitième jour de juin.

Pardevant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven.

Ont comparu:

1) Monsieur René LAVAILLOTTE, administrateur de société, né le 26 janvier 1962 à Lyon (France), demeurant au 10, Boulevard de la Foire L-1528 Luxembourg.

2) Monsieur Hervé BROUTY, restaurateur, né le 8 février 1970 à Sainte-Colombe (France), demeurant au 10, Boulevard de la Foire L-1528 Luxembourg.

Lesquels comparants, ont requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer entre eux:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme, sous la dénomination de „HBRL“.

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré dans tout autre endroit du Luxembourg par une décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège ou entre ce siège et l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. Pareilles mesures temporaires seront prises et portées à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la Société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet principal l'exploitation d'un ou plusieurs restaurants avec débit de boissons alcooliques et non alcooliques ainsi que tous services de traiteur consistant en la préparation de plats à domicile et/ou sur site et d'en faire la revente, incluant notamment la préparation, la fourniture et la livraison de plats, buffets froids et chauds à base de viande et poisson, de produits de viandes, de poissons, salades et légumes, ainsi que la préparation, la fourniture et la livraison de desserts pour consommateurs et collectivités.

Elle a également pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés dans laquelle la société détient un intérêt, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société aura tous pouvoirs nécessaires à l'accomplissement ou au développement de son objet, dans le cadre de toutes activités permises à une Société de Participations Financières.

Art. 5. Le capital social de la société est fixé à trente et un mille euros (31.000.-) représenté par mille (1.000) actions d'une valeur nominale trente-et-un euros (31.-) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La société peut, dans la mesure où et aux conditions auxquelles la loi le permet, racheter ses propres actions.

Administration - Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement.

Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Art. 8. Le conseil d'administration désigne parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut-être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou télécopie, étant admis.

D'une manière générale, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopie.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Art. 9. Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Le premier administrateur-délégué sera exceptionnellement nommé par l'Assemblée générale Extraordinaire de constitution.

Art. 10. La société sera engagée, en toutes circonstances vis-à-vis des tiers par (i) la signature conjointe de deux administrateurs de la société, ou (ii) par la signature unique de l'administrateur-délégué dans les limites de la gestion journalière ou (iii) par les signatures conjointes de toutes personnes ou l'unique signature de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration ou l'administrateur unique selon le cas, et ce dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

Lorsque la société a un administrateur unique, elle est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de l'administrateur unique.

Art. 11. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six années, rééligibles et toujours révocables.

Année sociale - Assemblée générale

Art. 12. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente-et-un décembre de chaque année.

Exceptionnellement, le premier exercice social commencera à courir du jour de la constitution de la prédite société, jusqu'au 31 décembre 2012.

Art. 13. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires, lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et lorsqu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 14. L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Art. 15. L'assemblée générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 16. L'assemblée générale annuelle se tiendra de plein droit le troisième vendredi du mois de mai à 17 heures, et pour la première fois en 2013 au siège social ou à tout autre endroit de la commune du siège social à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 17. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Souscription - Libération

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les parties comparantes préqualifiées déclarent souscrire les actions comme suit:

| | |
|---|-------|
| 1. Monsieur René LAVAILLOTTE, prénommé, | 500 |
| 2. Monsieur Hervé BROUTY, prénommé, | 500 |
| Total: MILLE ACTIONS | 1.000 |

Toutes les actions ont été libérées à concurrence de trente-deux virgule vingt-six pour cent (32,26 %) par des versements en espèces de sorte que la somme de dix mille euros (10.000.-EUR) se trouve maintenant à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève approximativement à mille cent euro (EUR 1.100.-).

Les comparants à l'acte sont cependant solidairement tenus vis-à-vis du notaire pour paiement de ces frais.

Assemblée générale extraordinaire

Les parties comparantes préqualifiées, représentant l'intégralité du capital souscrit, se considérant comme dûment convoquées, se sont ensuite constituées en assemblée générale extraordinaire. Après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, elles ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires à un (1).

2. Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:

a) Monsieur René LAVAILLOTTE, prénommé.

b) Monsieur Hervé BROUTY, prénommé.

c) La société anonyme LUX CATERING FINANCIAL SA SOPARFI, enregistrée au Rgistre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous la section B et son numéro 80.025 avec siège social au 10, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, ici représentée par son représentant permanent Monsieur René Lavailotte, prénommé.

3.- Est appelé aux fonctions d'administrateur-délégué:

Monsieur Hervé Brouty, prénommé.

4.- Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes:

Monsieur Jean-Jacques Scherer, né le 14 mars 1955 à Luxembourg, demeurant professionnellement à L-2757 Helmsange, 1-3, Millewee.

5. Les mandats des administrateurs et commissaire aux comptes seront de six années et prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an deux mille dix-sept (2017).

6. Le siège social est fixé à l'adresse suivante: L-1333 Luxembourg, 5 rue Chimay.

Le notaire instrumentant a rendu les parties comparantes attentives au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession des autorisations de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les dites parties comparantes.

Pouvoirs

Les comparants, agissant dans un intérêt commun, donnent pouvoir à tous clercs et employés de l'Étude du notaire soussigné, à l'effet de faire dresser et signer tous actes rectificatifs éventuels des présentes.

DONT ACTE, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la personne comparante, connus du notaire par nom, prénom usuel, état et demeures, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: René Lavallotte, Hervé Brouty, Paul Bettingen

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 02 juillet 2012. LAC / 2012 / 30593. Reçu 75.-

Le Receveur (signé): Irène Thill.

- Pour copie conforme - Délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 6 juillet 2012.

Référence de publication: 2012082080/158.

(120116189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

Heloise Property S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 169.900.

STATUTS

L'an deux mil douze, le vingt-huitième jour de juin.

Par-devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

ESTATES S.A., ayant son siège social au 18, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 106.770,

ici représentée par Monsieur Patrick de Froidmont, titulaire d'une licence en Droit, demeurant professionnellement au 18, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg,

spécialement mandaté à cet effet par procuration en date du 27 juin 2012.

La prédite procuration, paraphée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes avec lesquelles elle sera soumise à la formalité de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a prié le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme à constituer.

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de «HELOISE PROPERTY S.A.».

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Par simple décision du conseil d'administration respectivement de l'administrateur unique, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration respectivement de l'administrateur unique à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché au moyen d'une résolution de l'actionnaire unique ou en cas de pluralité d'actionnaires au moyen d'une résolution de l'assemblée générale des actionnaires.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société a en outre pour objet l'achat, la vente, la gestion et la mise en valeur de tous biens immobiliers situés au Grand-duché de Luxembourg ou à l'étranger.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.

Art. 5. Le capital souscrit de la société est fixé à EUR 31.000,- (trente et un mille euros) représenté par 3.100 (trois mille cent) actions d'une valeur nominale de EUR 10,-(dix euros) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de EUR 310.000,-(trois cent dix mille euros) qui sera représenté par 31.000 (trente-et-un mille) actions d'une valeur nominale de EUR 10,-(dix euros) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin le 28 juin 2017, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Administration - Surveillance

Art. 6. En cas de pluralité d'actionnaires, la société doit être administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins (chacun un «Administrateur»), actionnaires ou non.

Si la société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société a seulement un actionnaire restant, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs ou l'administrateur unique seront élus par l'assemblée générale des actionnaires pour un terme qui ne peut excéder six ans et toujours révocables par elle.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télécopie ou courrier électronique, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Art. 8. Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances. Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

Art. 10. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures et les statuts à l'assemblée générale.

Art. 11. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires.

Art. 12. Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances, en cas d'administrateur unique, par la signature individuelle de l'administrateur unique, ou en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux administrateurs ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération, et toujours révocables.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

Assemblée générale

Art. 14. S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales.

Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le premier jeudi du mois d'avril à 12.30 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 16. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration respectivement par l'administrateur unique ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant 10% du capital social.

Art. 17. Chaque action donne droit à une voix.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 18. L'année sociale commence le 1^{er} janvier de chaque année et finit le 31 décembre de l'année.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

Art. 19. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé 5% au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint 10% du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Disposition générale

Art. 21. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le trente et un décembre 2012.

La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2013.

Le(s) premier(s) administrateur(s) et le(s) premier(s) commissaire(s) sont élus par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires suivant immédiatement la constitution de la société.

Souscription et Paiement

Les 3.100 (trois mille cent) actions ont été souscrites par l'actionnaire unique, ESTATES S.A., ayant son siège social au 18, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

Les actions ont été libérées à hauteur de 45 % par des versements en espèces, de sorte que la somme de EUR 13.950,- (treize mille neuf cent cinquante Euros), se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, preuve en ayant été donnée au notaire instrumentant.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures ont été accomplies.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ mille cent Euros (EUR 1.100,-).

Résolutions de l'actionnaire unique

L'actionnaire unique prénommé, représenté comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre d'administrateurs est fixé à 3 (trois).

Sont appelés aux fonctions d'administrateurs, leur mandat expirant à l'assemblée générale statuant sur les comptes du premier exercice social:

1. Monsieur Marc VANHELLEMONT, ingénieur commercial, né le 13 décembre 1969 à Moresnet (Belgique), demeurant professionnellement à L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper ;

2. Monsieur Adrien ROLLE, ingénieur commercial, né le 21 août 1975 à Liège (Belgique), demeurant professionnellement à L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper ;

3. Monsieur Laurent WEIS, titulaire d'une maîtrise en sciences économiques, né le 26 mars 1980 à Luxembourg (Luxembourg), demeurant professionnellement à L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

Deuxième résolution

Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes, son mandat expirant à l'assemblée générale statuant sur les comptes du premier exercice social: Monsieur Benoît de FROIDMONT, administrateur de sociétés, né le 26 juillet 1975 à Rocourt (Belgique), demeurant professionnellement à L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

Troisième résolution

Le siège social de la société est fixé au 18, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle français, constate qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue française suivi d'une traduction en anglais. Sur demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, la version française prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes,

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentaire par ses noms, prénoms usuels, états et demeures, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Follows the english version of the preceding text:

In the year two thousand twelve on the twenty-eighth day of June.

Before us Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Diekirch, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

ESTATES S.A., with registered office at 18, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, registered with the Luxembourg register of commerce and companies under number B 106.770,

duly represented by Mr Patrick de Froidmont, titulaire d'une licence en Droit, with professional address at 18, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg,

by virtue of a proxy dated June 27, 2012

Said proxy, signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as above stated, has drawn up the following articles of a joint stock company to be incorporated.

Name – Registered office – Duration – Object – Capital

Art. 1. A joint stock company is herewith formed under the name of "HELOISE PROPERTY S.A."

Art. 2. The registered office is established in Luxembourg-City.

The company may establish branches, subsidiaries, agencies or administrative offices in the Grand-Duchy of Luxembourg as well as in foreign countries by a simple decision of the board of directors or of the sole director.

Without any prejudice of the general rules of law governing the termination of contracts, in case the registered office of the company has been determined by contract with third parties, the registered offices may be transferred to any other place within the municipality of the registered office, by a simple decision of the board of directors or of the sole director. The registered office may be transferred to any other municipality of the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the sole shareholder or in case of plurality of shareholders by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders.

If extraordinary events of a political, economic or social character, likely to impair normal activity at the registered office or the easy communication between that office and foreign countries shall occur, or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measure shall, however, have no effect on the nationality of the company which, notwithstanding the provisional transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

One of the executive organs of the company, which has powers to commit the company for acts of daily management, shall make this declaration of transfer of the registered office and inform third parties.

Art. 3. The company is established for an unlimited period.

Art. 4. The purposes for which the company is formed are all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, the management, the control and the development of such participating interests.

The company may particularly use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, any type of securities and patents, realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents.

The company may borrow in any form whatever. The company may grant to the companies of the group or to its shareholders, any support, loans, advances or guarantees, within the limits of the law of August 10, 1915.

The company may furthermore realize all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition, sale, management and development, in whatever form of any real estate located in Luxembourg or abroad.

The company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purposes and which are liable to promote their development or extension.

Art. 5. The subscribed capital of the company is fixed at EUR 31,000.-(thirty-one thousand Euro) divided into 3,100 (three thousand one hundred) shares with a nominal value of EUR 10.-(ten Euro) each.

The shares are in registered or bearer form, at the option of the shareholders.

The company may, to the extent and under the terms permitted by law, redeem its own shares.

For the period foreseen here below, the authorized capital is fixed at EUR 310,000.-(three hundred ten thousand Euro) to be divided into 31,000 (thirty one thousand) shares with a nominal value of EUR 10.-(ten Euro) each.

The authorized and the subscribed capital of the company may be increased or reduced by a decision of the general meeting of shareholders voting with the same quorum as for the amendment of the Articles of Incorporation.

Furthermore, the board of directors is authorized, during a period of five years ending on June 28, 2017, to increase in one or several times the subscribed capital, within the limits of the authorized capital. Such increased amount of capital may be subscribed for and issued in the form of shares with or without an issue premium, to be paid-up in cash, by

contribution in kind, by compensation with uncontested, current and immediately exercisable claims against the company, or even by incorporation of profits brought forward, of available reserves or issue premiums, or by conversion of bonds as mentioned below.

The board of directors is especially authorized to proceed to such issues without reserving to the then existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares to be issued.

The board of directors may delegate to any duly authorized director or officer of the company, or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of such increased amounts of capital.

After each increase of the subscribed capital performed in the legally required form by the board of directors, the present article is, as a consequence, to be adjusted to this amendment.

Moreover, the board of directors is authorized to issue ordinary or convertible bonds, or bonds with warrants, in bearer or other form, in any denomination and payable in any currency. It is understood that any issue of convertible bonds or bonds with warrants can only be made under the legal provisions regarding the authorized capital, within the limits of the authorized capital as specified hereabove and specially under the provisions of art. 32-4 of the company law.

The board of directors shall fix the nature, price, rate of interest, conditions of issue and repayment and all other terms and conditions thereof.

A register of registered bonds will be kept at the registered office of the company.

Board of directors and Statutory auditors

Art. 6. In case of plurality of shareholders, the company must be managed by a board of directors consisting of at least three members (each a "Director"), who need not be shareholders.

In case the company is established by a sole shareholder or if at the occasion of a general meeting of shareholders, it is established that the company has only one shareholder left, the company can be managed by a board of directors consisting of either one director until the next ordinary general meeting of the shareholders noticing the existence of more than one shareholder.

The directors or the sole director are appointed for a term which may not exceed six years by the general meeting of shareholders and who can be dismissed at any time by the general meeting.

If the post of a director elected by the general meeting becomes vacant, the remaining directors thus elected, may provisionally fill the vacancy. In this case, the next general meeting will proceed to the final election.

Art. 7. The board of directors chooses among its members a chairman. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by one of the directors present at the meeting designated to that effect by the board.

The meetings of the board of directors are convened by the chairman or by any two directors.

The board of directors can only validly debate and take decisions if the majority of its members is present or represented, proxies between directors being permitted. A director can only represent one of his colleagues.

The directors may cast their vote on the points of the agenda by letter, telegram, telefax or e-mail, confirmed by letter.

Written resolutions approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the board of directors' meetings.

Art. 8. Decisions of the board are taken by an absolute majority of the votes cast. In case of an equality of votes, the chairman has a casting vote.

Art. 9. The minutes of the meetings of the board of directors shall be signed by all the directors having assisted at the debates.

Copies or extracts shall be certified conform by one director or by a proxy.

Art. 10. The board of directors or the sole director is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the company's interest. All powers not expressly reserved to the general meeting by the law of August 10, 1915, as subsequently modified, or by the present Articles of Incorporation of the company, fall within the competence of the board of directors.

Art. 11. The board of directors or the sole director may delegate all or part of its powers concerning the daily management to members of the board or to third persons who need not be shareholders.

Art. 12. Towards third parties, the company is in all circumstances committed, in case of a sole director by the sole signature of the sole director or, in case of plurality of directors, by the signatures of any two directors or by the sole signature of a delegate of the board acting within the limits of his powers. In its current relations with the public administration, the company is validly represented by one director, whose signature legally commits the company.

Art. 13. The company is supervised by one or several statutory auditors, shareholders or not, who are appointed by the general meeting, which determines their number and their remuneration, and who can be dismissed at any time.

The term of the mandate of the statutory auditor(s) is fixed by the general meeting for a period not exceeding six years.

General meeting

Art. 14. If there is only one shareholder, that sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of shareholders and takes the decision in writing.

In case of plurality of shareholders, the general meeting of shareholders shall represent the whole body of shareholders of the company. It has the most extensive powers to carry out or ratify such acts as may concern the corporation.

The convening notices are made in the form and delays prescribed by law.

Art. 15. The annual general meeting will be held in the municipality of the registered office at the place specified in the convening notice on the first Thursday of the month of April at 12.30.

If such day is a holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

Art. 16. The board of directors or the sole director or the auditor(s) may convene an extraordinary general meeting. It must be convened at the written request of shareholders representing 10% of the company's share capital.

Art. 17. Each share entitles to the casting of one vote.

The company will recognize only one holder for each share; in case a share is held by more than one person, the company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as sole owner, in relation to the company.

Business year - Distribution of profits

Art. 18. The business year begins on January 1st of each year and ends on December 31st of the year.

The board of directors or the sole director draws up the annual accounts according to the legal requirements.

It submits these documents with a report of the company's activities to the statutory auditor(s) at least one month before the statutory general meeting.

Art. 19. At least 5% of the net profit for the financial year have to be allocated to the legal reserve fund. Such contribution will cease to be compulsory when the reserve fund reaches 10% of the subscribed capital.

The remaining balance is at the disposal of the general meeting.

Advances on dividends may be paid by the board of directors or the sole director in compliance with the legal requirements.

The general meeting can decide to assign profits and distributable reserves to the amortization of the capital, without reducing the subscribed capital.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. The company may be dissolved by a decision of the general meeting voting with the same quorum as for the amendment of the Articles of Incorporation.

Should the company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, legal or physical persons, appointed by the general meeting which will specify their powers and remuneration.

General disposition

Art. 21. The law of August 10, 1915 on Commercial Companies as subsequently amended shall apply in so far as these Articles of Incorporation do not provide for the contrary.

Transitory dispositions

The first financial year begins on the date of incorporation of the company and ends on December 31, 2012.

The first annual general meeting shall be held in 2013.

The first director(s) and the first auditor(s) are elected by the extraordinary general shareholders' meeting that shall take place immediately after the incorporation of the company.

Subscription and Payment

The 3,100 (three thousand one hundred) shares have been entirely subscribed by the sole shareholder, ESTATES S.A., with registered office at 18, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg

The shares have been paid up in cash for 45 %, so that the company has now at its disposal the sum of EUR 13,950.- (thirteen thousand nine hundred and fifty euro) as was certified to the notary executing this deed.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed in art. 26 of the law of August 10, 1915 on Commercial Companies as subsequently amended have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfillment.

93005

Expenses

The amount of the expenses for which the company is liable as a result of its incorporation is approximately fixed at one thousand one hundred Euro (EUR 1,100.-).

Resolutions of the sole shareholder

The sole shareholder, prenamed, represented as above-mentioned, representing the whole of the share capital, passed the following resolutions:

First resolution

The number of directors is fixed at 3 (three).

The following have been elected as directors, their mandate expiring at the general meeting which will be called to deliberate on the financial statements of the first business year:

1. Mr Marc VANHELLEMONT, "ingénieur commercial", born on December 13, 1969 in Moresnet (Belgium), with professional address in L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper;

2. Mr Adrien ROLLE, "ingénieur commercial", born on August 21, 1975 in Liège (Belgium), with professional address in L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper;

3. Mr Laurent WEIS, "titulaire d'une maîtrise en sciences économiques", born on March 26, 1980 in Luxembourg (Luxembourg), with professional address at L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

Second resolution

The following has been appointed as statutory auditor, its mandate expiring at the general meeting which will be called to deliberate on the financial statements of the first business year: Mr Benoît de FROIDMONT, director of companies, born on July 26, 1975 in Rocourt (Belgium), with professional address in L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

Third resolution

The company's registered office is located at L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks French, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in French followed by an English version. On request of the same appearing party and in case of discrepancies between the French and the English text, the French version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by his surnames, Christian names, civil status and residences, said proxyholder signed together with us, Notary, the present original deed.

Signé: P. de Froidmont, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 29 juin 2012. Relation: DIE/2012/7723. Reçu soixante-quinze (75.-) euros

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de publication au Mémorial C

Diekirch, le 29 juin 2012.

Référence de publication: 2012082084/394.

(120116159) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

Noisy Le Sec Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1319 Luxembourg, 126, rue Cents.

R.C.S. Luxembourg B 64.839.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société Noisy Le Sec Participations S.A. qui s'est tenue à Luxembourg en date du 6 juin 2010.

L'assemblée décide:

De ne pas prolonger le mandat de Monsieur Moris René au poste d'administrateur

De nommer comme nouveau administrateur jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2016.

Monsieur Olivier Block

126, rue Cents

L-1319 Luxembourg

Né le 13/03/1980 à Luxembourg

De réélire les administrateurs jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2016:

Monsieur Scheiwen Gérard

Monsieur Luc Nickels

La résolution ayant été adoptée à l'unanimité, la totalité du capital étant représenté.

Luxembourg, le 6 juillet 2012.

Pour la société

Mandataire

Référence de publication: 2012082294/23.

(120116046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

INNCONA S.à.r.l. & Cie. Cent Soixante-Cinquième (165.) S.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-5444 Schengen, 5, Baachergaass.

R.C.S. Luxembourg B 168.191.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Auszug aus dem Protokoll

Anwesend waren Herr Rechtsanwalt Martin Seidel als Vorsitzender der Sitzung und Bevollmächtigter des Herrn Dr. Claudius Pettig, Herr Rechtsanwalt Dr. Niggemeyer als Schriftführer und Herr Peter Seidel als Stimmzähler.

Es wurde einstimmig festgestellt, dass die außerordentliche Gesellschafterversammlung form- und fristgerecht einberufen wurde; die Gesellschafterversammlung ist gemäß Art. 5 Abs. 4 des Gesellschaftsvertrages beschlussfähig. Es sind alle stimmberechtigten Gesellschafter anwesend.

Es wurden folgende Beschlüsse einstimmig gefasst:

Es ist beschlossen: Clôture de Liquidation/Abschluss der Liquidation

1. Dem Bericht des Liquidators zur Liquidation wird zugestimmt und dem Liquidator, Herrn Martin Seidel, wird Entlastung erteilt.
2. Die Liquidation der Gesellschaft ist abgeschlossen. Die Gesellschaft existiert mit heutigem Datum nicht mehr.
3. Vermögen und Verbindlichkeiten der Gesellschaft gehen auf den Gesellschafter, Dr. Claudius Pettig, über.
4. Die verfügbaren Bücher und Dokumente der Gesellschaft werden beim Gesellschafter, Herrn Dr. Claudius Pettig, Bahnhofspratz 15, 31832 Springe, verwahrt.
5. Die Gesellschaft ist im Handelsregister zu löschen. Herr Seidel wird hierzu bevollmächtigt.

Schengen, den 18. Juni 2012.

Herr Dr. Niggemeyer / Herr RA Martin Seidel / Herr Peter Seidel

Rechtsanwalt / Rechtsanwalt / Expert comptable

Référence de publication: 2012082134/26.

(120116204) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

INNCONA S.à.r.l. & Cie. Cent Soixante-Huitième (168.) S.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-5444 Schengen, 5, Baachergaass.

R.C.S. Luxembourg B 168.195.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Auszug aus dem Protokoll

Anwesend waren Herr Rechtsanwalt Martin Seidel als Vorsitzender der Sitzung und Bevollmächtigter des Herrn Ulrich Schumacher, Herr Rechtsanwalt Dr. Niggemeyer als Schriftführer und Herr Peter Seidel als Stimmzähler.

Es wurde einstimmig festgestellt, dass die außerordentliche Gesellschafterversammlung form- und fristgerecht einberufen wurde; die Gesellschafterversammlung ist gemäß Art. 5 Abs. 4 des Gesellschaftsvertrages beschlussfähig. Es sind alle stimmberechtigten Gesellschafter anwesend.

Es wurden folgende Beschlüsse einstimmig gefasst:

Es ist beschlossen: Clôture de Liquidation/Abschluss der Liquidation

1. Dem Bericht des Liquidators zur Liquidation wird zugestimmt und dem Liquidator, Herrn Martin Seidel, wird Entlastung erteilt.
2. Die Liquidation der Gesellschaft ist abgeschlossen. Die Gesellschaft existiert mit heutigem Datum nicht mehr.
3. Vermögen und Verbindlichkeiten der Gesellschaft gehen auf den Gesellschafter, Ulrich Schumacher, über.
4. Die verfügbaren Bücher und Dokumente der Gesellschaft werden beim Gesellschafter, Herrn Ulrich Schumacher, Kleine Pfaßstraße 10, 30161 Hannover verwahrt.

5. Die Gesellschaft ist im Handelsregister zu löschen. Herr Seidel wird hierzu bevollmächtigt.

Schengen, den 18. Juni 2012.

Herr Dr. Niggemeyer / Herr RA Martin Seidel / Herr Peter Seidel
Rechtsanwalt / Rechtsanwalt / Expert comptable

Référence de publication: 2012082135/26.

(120116185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

INNCONA S.à.r.l. & Cie. Cent Soixante-Quatrième (164.) S.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-5444 Schengen, 5, Baachergaass.

R.C.S. Luxembourg B 168.190.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Anwesend waren Herr Rechtsanwalt Martin Seidel als Vorsitzender der Sitzung und Bevollmächtigter des Herrn Dr. Ralph Maria Wassmann, Herr Rechtsanwalt Dr. Niggemeyer als Schriftführer und Herr Peter Seidel als Stimmzähler.

Es wurde einstimmig festgestellt, dass die außerordentliche Gesellschafterversammlung form- und fristgerecht einberufen wurde; die Gesellschafterversammlung ist gemäß Art. 5 Abs. 4 des Gesellschaftsvertrages beschlussfähig. Es sind alle stimmberechtigten Gesellschafter anwesend.

Es wurden folgende Beschlüsse einstimmig gefasst:

Es ist beschlossen: Clôture de Liquidation/Abschluss der Liquidation

1. Dem Bericht des Liquidators zur Liquidation wird zugestimmt und dem Liquidator, Herrn Martin Seidel, wird Entlastung erteilt.

2. Die Liquidation der Gesellschaft ist abgeschlossen. Die Gesellschaft existiert mit heutigem Datum nicht mehr.

3. Vermögen und Verbindlichkeiten der Gesellschaft gehen auf den Gesellschafter Dr. Wassmann über.

4. Die verfügbaren Bücher und Dokumente der Gesellschaft werden beim Gesellschafter, Dr. Ralph Maria Wassmann, Bödekerstraße 31, 30161 Hannover verwahrt.

5. Die Gesellschaft ist im Handelsregister zu löschen. Herr Seidel wird hierzu bevollmächtigt.

Schengen, den 18. Juni 2012.

Herr Dr. Niggemeyer / Herr RA Martin Seidel / Herr Peter Seidel
Rechtsanwalt / Rechtsanwalt / Expert comptable

Référence de publication: 2012082136/25.

(120116210) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

The roses alley S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 169.889.

—
STATUTES

In the year two thousand and twelve.

On the nineteenth day of June.

Before Maître Jean SECKLER, notary residing at Junglinster (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned.

THERE APPEARED:

Mr. Patrick ESCANDE, company director, born in Paris (France) on July 31st, 1965, residing at F-95610 Eragny, 3, rue de l'Oise,

here represented by Mr. Max MAYER, private employee, professionally residing at Junglinster (Grand Duchy of Luxembourg), by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy signed "ne varietur" by the attorney and the undersigned notary will remain attached to the present deed, in order to be recorded with it.

The appearing party, represented by Mr. Max MAYER, pre-named, requested the undersigned notary to draw up the Constitutive Deed of a private limited company ("société à responsabilité limitée"), as follows:

Art. 1. There is hereby established a private limited company ("société à responsabilité limitée"), which will be governed by the laws in force, namely the Companies' Act of August 10, 1915 and by the present articles of association.

Art. 2. The company's name is "The roses alley S.à r.l."

Art. 3. The purpose of the company is the acquisition, the management, the enhancement and the disposal of participations in whichever form in domestic and foreign companies. The company may also contract loans and grant all kinds

of support, loans, advances and guarantees to companies, in which it has a direct or indirect participation or which are members of the same group.

It may open branches in Luxembourg and abroad.

Furthermore, the company may acquire and dispose of all other securities by way of subscription, purchase, exchange, sale or otherwise.

It may also acquire, enhance and dispose of patents and licenses, as well as rights deriving therefrom or supplementing them.

In addition, the company may acquire, manage, enhance and dispose of real estate located in Luxembourg or abroad.

In general, the company may carry out all commercial, industrial and financial operations, whether in the area of securities or of real estate, likely to enhance or to supplement the above-mentioned purposes.

Art. 4. The registered office of the company is established in the city of Luxembourg.

The address of the registered office may be transferred within the city by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The registered office may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholders deliberating in the manner provided for the amendments of the articles of association.

If extraordinary events of a political or economic nature which might jeopardize the normal activity at the registered office or the easy communication of this registered office with foreign countries occur or are imminent, the registered office may be transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such decision will have no effect on the company's nationality. The declaration of the transfer of the registered office will be made and brought to the attention of third parties by the organ of the company which is best situated for this purpose under the given circumstances.

Art. 5. The company is established for an unlimited duration.

Art. 6. The corporate capital is set at twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by one hundred and twenty five (125) shares of one hundred Euro (EUR 100.-) each.

When and as long as all the shares are held by one person, the articles 200-1 and 200-2 among others of the amended law concerning trade companies are applicable, i.e. any decision of the single shareholder as well as any contract between the latter and the company must be recorded in writing and the provisions regarding the general shareholders' meeting are not applicable.

The company may acquire its own shares provided that they be cancelled and the capital reduced proportionally.

Art. 7. The shares are indivisible with respect to the company, which recognizes only one owner per share. If a share is owned by several persons, the company is entitled to suspend the related rights until one person has been designated as being with respect to the company the owner of the share. The same applies in case of a conflict between the usufructuary and the bare owner or a debtor whose debt is encumbered by a pledge and his creditor. Nevertheless, the voting rights attached to the shares encumbered by usufruct are exercised by the usufructuary only.

Art. 8. The transfer of shares inter vivos to other shareholders is free and the transfer of shares inter vivos to third parties is conditional upon the approval of the general shareholders' meeting representing at least three quarter of the corporate capital.

The transfer of shares mortis causa to other shareholders or to third parties is conditional upon the approval of the general shareholders' meeting representing at least three quarter of the corporate capital belonging to the survivors.

This approval is not required when the shares are transferred to heirs entitled to a compulsory portion or to the surviving spouse.

If the transfer is not approved in either case, the remaining shareholders have a preemption right proportional to their participation in the remaining corporate capital.

Each unexercised preemption right inures proportionally to the benefit of the other shareholders for a duration of three months after the refusal of approval. If the preemption right is not exercised, the initial transfer offer is automatically approved.

Art. 9. Apart from its capital contribution, each shareholder may with the previous approval of the other shareholders make cash advances to the company through the current account. The advances will be recorded on a specific current account between the shareholder who has made the cash advance and the company. They will bear interest at a rate fixed by the general shareholders' meeting with a two third majority. These interests are recorded as general expenses.

The cash advances granted by a shareholder in the form determined by this article shall not be considered as an additional contribution and the shareholder will be recognized as a creditor of the company with respect to the advance and interests accrued thereon.

Art. 10. The death, the declaration of minority, the bankruptcy or the insolvency of a shareholder will not put an end to the company. In case of the death of a shareholder, the company will survive between his legal heirs and the remaining shareholders.

Art. 11. The creditors, assigns and heirs of the shareholders may neither, for whatever reason, affix seals on the assets and the documents of

the company nor interfere in any manner in the management of the company. They have to refer to the company's inventories.

Art. 12. The company is managed and administered by one or more managers, whether shareholders or third parties. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers, composed of manager(s) of the category A and manager(s) of the category B.

The mandate of manager is entrusted to him/them until his dismissal ad nutum by the general shareholders' meeting deliberating with a majority of votes.

In case of a single manager, the single manager exercises the powers devolving on the board of managers, and the company shall be validly bound towards third parties in all matters by the sole signature of the manager.

In case of plurality of managers, the company shall be validly bound towards third parties in all matters by the joint signatures of a manager of the category A together with a manager of the category B.

The board of managers can deliberate or act validly only if a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. Meetings of the board of managers may also be held by phone conference or video conference or by any other telecommunication means, allowing all persons participating at such meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the passing of the resolution.

The manager(s) has (have) the broadest power to deal with the company's transactions and to represent the company in and out of court.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers, may appoint attorneys of the company, who are entitled to bind the company by their sole or joint signatures, but only within the limits to be determined by the power of attorney.

Art. 13. No manager enters into a personal obligation because of his function and with respect to commitments regularly contracted in the name of the company; as an agent, he is liable only for the performance of his mandate.

Art. 14. The collective resolutions are validly taken only if they are adopted by shareholders representing more than half of the corporate

capital. Nevertheless, decisions amending the articles of association can be taken only by the majority of the shareholders representing three quarter of the corporate capital.

Interim dividends may be distributed under the following conditions:

- interim accounts are drafted on a quarterly or semi-annual basis,
- these accounts must show a sufficient profit including profits carried forward,
- the decision to pay interim dividends is taken by an extraordinary general meeting of the shareholders.

Art. 15. The company's financial year runs from the first of January to the thirty first of December of each year.

Art. 16. Each year, as of the thirty first day of December, the management will draw up the annual accounts and will submit them to the shareholders.

Art. 17. Each shareholder may inspect the annual accounts at the registered office of the company during the fifteen days preceding their approval.

Art. 18. The company may be supervised by one or several supervisory auditors, who need not be shareholders of the company. They will be appointed by the general meeting of shareholders which will fix their number and their remuneration, as well as the term of their office, which must not exceed six years.

In case the number of shareholders exceeds twenty five (25), the supervision of the company must be entrusted to one or more supervisory auditor(s).

Whenever required by law or if the general meeting of shareholders so decides, the company is supervised by one or several approved statutory auditors in lieu of the supervisory auditor(s).

The approved statutory auditors are appointed, pursuant to the related legal provisions, either by the general meeting of shareholders or by the board of managers.

The approved statutory auditors shall fulfil all the duties set forth by the related law.

The supervisory auditors and the approved statutory auditors may be re-appointed.

Art. 19. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the general expenses, the social charges, the amortizations and the provisions represents the net profit of the company.

Each year five percent (5 %) of the net profit will be deducted and appropriated to the legal reserve. These deductions and appropriations will cease to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10 %) of the corporate capital, but they will be resumed until the complete reconstitution of the reserve, if at a given moment and for whatever reasons the latter has been touched. The balance is at the shareholders' free disposal.

Art. 20. In the event of the dissolution of the company for whatever reason, the liquidation will be carried out by the management or any other person appointed by the shareholders.

When the company's liquidation is closed, the company's assets will be distributed to the shareholders proportionally to the shares they are holding.

Losses, if any, are apportioned similarly, provided nevertheless that no shareholder shall be forced to make payments exceeding his contribution.

Art. 21. With respect to all matters not provided for by these articles of association, the shareholders refer to the legal provisions in force.

Art. 22. Any litigation, which will occur during the liquidation of the company, either between the shareholders themselves or between the manager(s) and the company, will be settled, insofar as the company's business is concerned, by arbitration in compliance with the civil procedure.

Transitory dispositions

The first fiscal year will begin now and will end on December 31, 2012.

Subscription and Payment

The articles of association having thus been established, the appearing party, duly represented, declares to subscribe all the one hundred and twenty five (125) shares of one hundred Euro (EUR 100.-) each.

All the one hundred and twenty five (125) shares have been paid up in cash to the extent of one hundred percent (100%) so that the amount of twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500.-) is now at the free disposal of the company, evidence hereof having been given to the undersigned notary.

Expenses

The amount of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be, incurred or charged to the company as a result of its formation, is approximately valued at EUR 1,050.-.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the company, the sole shareholder representing the entire corporate capital has taken the following resolutions:

First resolution

The following person is appointed as manager for an unlimited duration:

Mr. Patrick ESCANDE, company director, born in Paris (France) on July 31st, 1965, residing at F-95610 Eragny, 3, rue de l'Oise.

Second resolution

The registered office of the company is established at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Declaration

The undersigned notary who knows English and French, states herewith that on request of the appearing party, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up at Junglinster on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the attorney, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le dix-neuf juin.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A COMPARU:

Monsieur Patrick ESCANDE, administrateur de sociétés, né à Paris (France) le 31 juillet 1965, demeurant à F-95610 Eragny, 3, rue de l'Oïse,

ici représenté par Monsieur Max MAYER, employé privé, demeurant professionnellement à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), en vertu d'une procuration sous seing privé.

La prédite procuration, signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Le comparant, représenté par Monsieur Max MAYER, pré-nommé, a requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il constitue par la présente:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par celle modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société prend la dénomination de "The roses alley S.à r.l."

Art. 3. La société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et l'aliénation de participations, de quelque manière que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises et étrangères. Elle peut aussi contracter des emprunts et accorder aux sociétés, dans lesquelles elle a une participation directe ou indirecte ou qui sont membres du même groupe, toutes sortes d'aides, de prêts, d'avances et de garanties.

Elle peut créer des succursales au Luxembourg et à l'étranger.

Par ailleurs, la société peut acquérir et aliéner toutes autres valeurs mobilières par souscription, achat, échange, vente ou autrement. Elle peut également acquérir, mettre en valeur et aliéner des brevets et licences, ainsi que des droits en dérivant ou les complétant.

De plus, la société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et l'aliénation d'immeubles situés tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

D'une façon générale, la société peut faire toutes opérations commerciales, industrielles et financières, de nature mobilière et immobilière, susceptibles de favoriser ou de compléter les objets ci-avant mentionnés.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg-ville.

L'adresse du siège social peut être transférée à l'intérieur de la ville par simple décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

Dans le cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiraient ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète des circonstances anormales. Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert de siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 5. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-), représenté par cent vingt-cinq (125) parts sociales de cent Euros (EUR 100,-) chacune.

Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la loi modifiée sur les sociétés commerciales sont d'application, c'est-à-dire chaque décision de l'associé unique ainsi que chaque contrat entre celui-ci et la société doivent être établis par écrit et les clauses concernant les assemblées générales des associés ne sont pas applicables.

La société peut acquérir ses propres parts à condition qu'elles soient annulées et le capital réduit proportionnellement.

Art. 7. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. S'il y a plusieurs propriétaires d'une part sociale, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits afférents, jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant à son égard, propriétaire de la part sociale. Il en sera de même en cas de conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire ou un débiteur et un créancier-gagiste.

Toutefois, les droits de vote attachés aux parts sociales grevées d'usufruit sont exercés par le seul usufruitier.

Art. 8. Les cessions de parts entre vifs à des associés sont libres et les cessions de parts entre vifs à des non-associés sont subordonnées à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts au moins du capital social.

Les cessions de parts à cause de mort à des associés et à des non-associés sont subordonnées à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts au moins du capital social appartenant aux survivants.

Cet agrément n'est pas requis lorsque les parts sont transmises à des héritiers réservataires, soit au conjoint survivant.

En cas de refus d'agrément dans l'une ou l'autre des hypothèses, les associés restants possèdent un droit de préemption proportionnel à leur participation dans le capital social restant.

Le droit de préemption non exercé par un ou plusieurs associés échoit proportionnellement aux autres associés. Il doit être exercé dans un délai de trois mois après le refus d'agrément. Le non-exercice du droit de préemption entraîne de plein droit agrément de la proposition de cession initiale.

Art. 9. A côté de son apport, chaque associé pourra, avec l'accord préalable des autres associés, faire des avances en compte-courant de la société. Ces avances seront comptabilisées sur un compte-courant spécial entre l'associé, qui a fait l'avance, et la société. Elles porteront intérêt à un taux fixé par l'assemblée générale des associés à une majorité des deux tiers. Ces intérêts seront comptabilisés comme frais généraux.

Les avances accordées par un associé dans la forme déterminée par cet article ne sont pas à considérer comme un apport supplémentaire et l'associé sera reconnu comme créancier de la société en ce qui concerne ce montant et les intérêts.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la société. En cas de décès d'un associé, la société sera continuée entre les associés survivants et les héritiers légaux.

Art. 11. Les créanciers, ayants droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux.

Art. 12. La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance, composés de gérant(s) de catégorie A et de gérant(s) de catégorie B.

Le mandat de gérant lui/leur est confié jusqu'à révocation ad nutum par l'assemblée des associés délibérant à la majorité des voix.

En cas de gérant unique, le gérant unique exercera les pouvoirs dévolus au conseil de gérance, et la société sera valablement engagée envers les tiers en toutes circonstances par la seule signature du gérant.

En cas de pluralité de gérants, la société sera valablement engagée envers les tiers en toutes circonstances par la signature conjointe d'un gérant de catégorie A ensemble avec un gérant de catégorie B.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer et/ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à une réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Le conseil de gérance peut également être réuni par conférence téléphonique, par vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication, permettant à tous les participants de s'entendre mutuellement. La participation à une réunion tenue dans ces conditions est équivalente à la présence physique à cette réunion.

Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, adopter des résolutions par voie circulaire en donnant son accord par écrit, par câble, télégramme, télex, télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit. L'ensemble de ces documents constituera le procès-verbal justifiant de l'adoption de la résolution.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour accomplir les affaires de la société et pour représenter la société judiciairement et extrajudiciairement.

Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut nommer des fondés de pouvoir de la société, qui peuvent engager la société par leurs signatures individuelles ou conjointes, mais seulement dans les limites à déterminer dans la procuration.

Art. 13. Tout gérant ne contracte, à raison de sa fonction aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 14. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Des dividendes intérimaires peuvent être distribués dans les conditions suivantes:

- des comptes intérimaires sont établis sur une base trimestrielle ou semestrielle,
- ces comptes doivent montrer un profit suffisant, bénéfices reportés inclus,
- la décision de payer des dividendes intérimaires est prise par une assemblée générale extraordinaire des associés.

Art. 15. L'exercice social court du premier janvier au trente et un décembre de chaque année.

Art. 16. Chaque année, au trente et un décembre, la gérance établira les comptes annuels et les soumettra aux associés.

Art. 17. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication des comptes annuels pendant les quinze jours qui précéderont son approbation.

Art. 18. La société peut être surveillée par un ou plusieurs commissaires, lesquels ne seront pas nécessairement associés de la société. Ils seront nommés par l'assemblée générale, qui fixera leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six ans.

Si le nombre des associés dépasse vingt-cinq (25), la surveillance de la société doit être confiée à un ou plusieurs commissaire(s).

Chaque fois que la loi le requiert ou si l'assemblée générale le souhaite, la société est contrôlée par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés à la place du (des) commissaire(s).

Les réviseurs d'entreprises agréés sont nommés, selon les stipulations légales afférentes, soit par l'assemblée générale, soit par le conseil de gérance.

Les réviseurs d'entreprises agréés remplissent toutes les tâches prévues par la loi afférente.

Les commissaires et les réviseurs d'entreprises agréés peuvent être réélus.

Art. 19. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais généraux, charges sociales, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la société.

Chaque année, cinq pour cent (5 %) du bénéfice net seront prélevés et affectés à la réserve légale. Ces prélèvements et affectations cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé. Le solde est à la libre disposition des associés.

Art. 20. En cas de dissolution de la société pour quelque raison que ce soit, la liquidation sera faite par la gérance ou par toute personne désignée par les associés.

La liquidation de la société terminée, les avoirs de la société seront attribués aux associés en proportion des parts sociales qu'ils détiennent.

Des pertes éventuelles sont réparties de la même façon, sans qu'un associé puisse cependant être obligé de faire des paiements dépassant ses apports.

Art. 21. Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Art. 22. Tous les litiges, qui naîtront pendant la liquidation de la société, soit entre les associés eux-mêmes, soit entre le ou les gérants et la société, seront réglés, dans la mesure où il s'agit d'affaires de la société, par arbitrage conformément à la procédure civile.

Disposition transitoire

Le premier exercice commencera aujourd'hui et se terminera le 31 décembre 2012.

Souscription et paiement

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, le comparant, dûment représenté, déclare souscrire à toutes les cent vingt-cinq (125) parts sociales d'une valeur nominale de cent Euros (EUR 100,-) chacune.

Toutes les cent vingt-cinq (125) parts sociales ont été intégralement libérées en espèces de sorte que la somme de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) est dès à présent à disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution s'élèvent approximativement à la somme de 1.050,- EUR.

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la société, l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

La personne suivante est nommée gérant pour une durée indéterminée:

Monsieur Patrick ESCANDE, administrateur de sociétés, né à Paris (France) le 31 juillet 1965, demeurant à F-95610 Eragny, 3, rue de l'Oise.

Deuxième résolution

Le siège social est établi à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend l'anglais et le français, déclare par la présente, qu'à la demande du comparant, le présent document est rédigé en anglais suivi d'une traduction française; à la demande du même comparant et en cas de divergence entre les deux textes, le texte anglais l'emportera.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster à la date pré-mentionnée.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu au notaire par son nom, prénom, état civil et domicile, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 22 juin 2012. Relation GRE/2012/2193. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur ff. (signé): Ronny PETER.

Pour copie conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 6 juillet 2012.

Référence de publication: 2012082466/347.

(120115571) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

INNCONA S.à.r.l. & Cie. Cent Soixante-Septième (167.) S.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-5444 Schengen, 5, Baachergaass.

R.C.S. Luxembourg B 168.193.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Auszug aus dem Protokoll

Anwesend waren Herr Rechtsanwalt Martin Seidel als Vorsitzender der Sitzung und Bevollmächtigter des Herrn Ulrich Schumacher, Herr Rechtsanwalt Dr. Niggemeyer als Schriftführer und Herr Peter Seidel als Stimmzähler.

Es wurde einstimmig festgestellt, dass die außerordentliche Gesellschafterversammlung form- und fristgerecht einberufen wurde; die Gesellschafterversammlung ist gemäß Art. 5 Abs. 4 des Gesellschaftsvertrages beschlussfähig. Es sind alle stimmberechtigten Gesellschafter anwesend.

Es wurden folgende Beschlüsse einstimmig gefasst:

Es ist beschlossen: Clôture de Liquidation/Abschluss der Liquidation

1. Dem Bericht des Liquidators zur Liquidation wird zugestimmt und dem Liquidator, Herrn Martin Seidel, wird Entlastung erteilt.

2. Die Liquidation der Gesellschaft ist abgeschlossen. Die Gesellschaft existiert mit heutigem Datum nicht mehr.

3. Vermögen und Verbindlichkeiten der Gesellschaft gehen auf den Gesellschafter Ulrich Schumacher über.

4. Die verfügbaren Bücher und Dokumente der Gesellschaft werden beim Gesellschafter, Herrn Ulrich Schumacher, Kleine Pfahlstraße 10, 30161 Hannover verwahrt.

5. Die Gesellschaft ist im Handelsregister zu löschen. Herr Seidel wird hierzu bevollmächtigt.

Schengen, den 18. Juni 2012.

Herr Dr. Niggemeyer / Herr RA Martin Seidel / Herr Peter Seidel

Rechtsanwalt / Rechtsanwalt / Expert comptable

Référence de publication: 2012082137/26.

(120116191) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

INNCONA S.à.r.l. & Cie. Cent Soixante-Sixième (166.) S.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-5444 Schengen, 5, Baachergaass.

R.C.S. Luxembourg B 168.192.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Auszug aus dem Protokoll

Anwesend waren Herr Rechtsanwalt Martin Seidel als Vorsitzender der Sitzung und Bevollmächtigter des Herrn Dr. Claudius Pettig, Herr Rechtsanwalt Dr. Niggemeyer als Schriftführer und Herr Peter Seidel als Stimmzähler.

Es wurde einstimmig festgestellt, dass die außerordentliche Gesellschafterversammlung form- und fristgerecht einberufen wurde; die Gesellschafterversammlung ist gemäß Art. 5 Abs. 4 des Gesellschaftsvertrages beschlussfähig. Es sind alle stimmberechtigten Gesellschafter anwesend.

Es wurden folgende Beschlüsse einstimmig gefasst:

Es ist beschlossen: Clôture de Liquidation/Abschluss der Liquidation

1. Dem Bericht des Liquidators zur Liquidation wird zugestimmt und dem Liquidator, Herrn Martin Seidel, wird Entlastung erteilt.

2. Die Liquidation der Gesellschaft ist abgeschlossen. Die Gesellschaft existiert mit heutigem Datum nicht mehr.

3. Vermögen und Verbindlichkeiten der Gesellschaft gehen auf den Gesellschafter, Dr. Claudius Pettig, über.

4. Die verfügbaren Bücher und Dokumente der Gesellschaft werden beim Gesellschafter, Herrn Dr. Claudius Pettig, Bahnhofsplatz 15, 31832 Springe, verwahrt.

5. Die Gesellschaft ist im Handelsregister zu löschen. Herr Seidel wird hierzu bevollmächtigt.

Schengen, den 18. Juni 2012.

Herr Dr. Niggemeyer / Herr RA Martin Setfiel / Herr Peter Seidel
Rechtsanwalt / Rechtsanwalt / Expert comptable

Référence de publication: 2012082138/26.

(120116200) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

Luninvest International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 45.579.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue le 29 juin 2012,

L'assemblée prend acte de et accepte la démission de Monsieur Giorgio Bianchi, employé privé, demeurant professionnellement au 19/21 Boulevard du Prince Henri à L-1724 Luxembourg de sa fonction d'administrateur.

L'assemblée décide de nommer comme nouvel administrateur, Monsieur Gregorio PUPINO, employé privé, demeurant professionnellement au 19/21 Boulevard du Prince Henri à L-1724 Luxembourg.

Son mandat ayant comme échéance l'assemblée générale statuant sur les comptes clôturés au 31 décembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Banque Domiciliataire

Signature

Référence de publication: 2012082218/19.

(120116137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

Nudor (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 17, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 55.455.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012082296/9.

(120116395) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

INNCONA S.à.r.l. & Cie. Cent Soixante-Troisième (163.) S.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-5444 Schengen, 5, Baachergaass.

R.C.S. Luxembourg B 168.189.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Auszug aus dem Protokoll

Anwesend waren Herr Rechtsanwalt Martin Seidel als Vorsitzender der Sitzung und Bevollmächtigter des Herrn Dr. Ralph Maria Wassmann, Herr Rechtsanwalt Dr. Niggemeyer als Schriftführer und Herr Peter Seidel als Stimmzähler.

Es wurde einstimmig festgestellt, dass die außerordentliche Gesellschafterversammlung form- und fristgerecht einberufen wurde; die Gesellschafterversammlung ist gemäß Art. 5 Abs. 4 des Gesellschaftsvertrages beschlussfähig. Es sind alle stimmberechtigten Gesellschafter anwesend.

Es wurden folgende Beschlüsse einstimmig gefasst:

Es ist beschlossen: Clôture de Liquidation/Abschluss der Liquidation

1. Dem Bericht des Liquidators zur Liquidation wird zugestimmt und dem Liquidator, Herrn Martin Seidel, wird Entlastung erteilt.

2. Die Liquidation der Gesellschaft ist abgeschlossen. Die Gesellschaft existiert mit heutigem Datum nicht mehr.

3. Vermögen und Verbindlichkeiten der Gesellschaft gehen auf den Gesellschafter Dr. Wassmann über.

4. Die verfügbaren Bücher und Dokumente der Gesellschaft werden beim Gesellschafter, Dr. Ralph Maria Wassmann, Bödekerstraße 31, 30161 Hannover verwahrt.

5. Die Gesellschaft ist im Handelsregister zu löschen. Herr Seidel wird hierzu bevollmächtigt.

Schengen, den 18. Juni 2012.

Herr Dr. Niggemeyer / Herr RA Martin Seidel / Herr Peter Seidel
Rechtsanwalt / Rechtsanwalt / Expert comptable

Référence de publication: 2012082139/26.

(120116213) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

Histoires de Senteurs Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7570 Mersch, 90, rue Nic Welter.

R.C.S. Luxembourg B 131.470.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 9 juillet 2012.

Référence de publication: 2012082263/10.

(120116071) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

New-Love S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2230 Luxembourg, 66, rue du Fort Neipperg.

R.C.S. Luxembourg B 69.396.

Extrait de la décision des associés adoptée le 1^{er} juin 2012

Conformément à la cession de parts sociales du 1^{er} juin 2012, Monsieur Christian HAMIOUD demeurant 5 rue Fort Wedell; L-2718 Luxembourg vendu 100 parts sociales détenues dans la Société NEW LOVE à Monsieur Ardian PREKAZI demeurant 102 Ruga Adem Jaschit; KS-40000 Mitrovica

Il a été décidé d'accepter et approuver le nouvel associé unique Monsieur Ardian PREKAZI et d'enregistrer la cession de parts sociales dans le registre des associés de la Société.

Luxembourg, le 1^{er} juin 2012.

Pour extrait sincère et conforme

NEW LOVE SARL

Représenté par Ardian PREKAZI / Représenté par Christian HAMIOUD

Associé unique / Cédant

Référence de publication: 2012082580/18.

(120116135) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

INNCONA S.à.r.l. & Cie. Deux Cent Sixième (206.) S.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-5444 Schengen, 5, Baachergaass.

R.C.S. Luxembourg B 167.430.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Anwesend waren Herr Rechtsanwalt Martin Seidel als Vorsitzender der Sitzung und Bevollmächtigter des Herrn Roland Iseli, Herr Rechtsanwalt Dr. Niggemeyer als Schriftführer und Herr expert comptable Peter Seidel als Stimmzähler.

Es wurde einstimmig festgestellt, dass die außerordentliche Gesellschafterversammlung form- und fristgerecht einberufen wurde; die Gesellschafterversammlung ist gemäß Art. 5 Abs. 4 des Gesellschaftsvertrages beschlussfähig. Es sind alle stimmberechtigten Gesellschafter anwesend.

Es wurden folgende Beschlüsse einstimmig gefasst:

Es ist beschlossen: Clôture de Liquidation/Abschluss der Liquidation

1. Dem Bericht des Liquidators zur Liquidation wird zugestimmt und dem Liquidator, Herrn Martin Seidel, wird Entlastung erteilt.

2. Die Liquidation der Gesellschaft ist abgeschlossen. Die Gesellschaft existiert mit heutigem Datum nicht mehr.

3. Vermögen und Verbindlichkeiten der Gesellschaft gehen auf den Gesellschafter Roland Iseli über.

4. Die verfügbaren Bücher und Dokumente der Gesellschaft werden beim Gesellschafter, Roland Iseli, An der Rottach 2, Buchenberg-Ahegg, D-87474 verwahrt.

5. Die Gesellschaft ist im Handelsregister zu löschen. Herr Seidel wird hierzu bevollmächtigt.

Schengen, den 18. Juni 2012.

Herr Dr. Niggemeyer / Herr RA Martin Seidel / Herr Peter Seidel
Rechtsanwalt / Rechtsanwalt / Expert comptable

Référence de publication: 2012082142/25.

(120116038) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

Morgan Stanley Asset Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6C, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 29.193.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 15 mai 2012 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 15 juin 2012.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2012082275/13.

(120116060) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

Pavan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 134.934.

Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration en date du 22 juin 2012

Le Conseil d'Administration, après avoir pris acte de la démission, avec effet immédiat, de Monsieur Stéphane Weyders de son poste d'administrateur de la société, décide de coopter Monsieur Gilles Jacquet, né le 07 février 1964 à Saint-Mard (Belgique) et résidant professionnelle au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, au poste d'administrateur de la société avec effet immédiat dont il achèvera le mandat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juin 2012.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2012082336/16.

(120115805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

INNCONA S.à.r.l. & Cie. Quatre Cent Quarante-Huitième (448.) Se.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-5444 Schengen, 5, Baachergaass.

R.C.S. Luxembourg B 167.798.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Auszug aus dem Protokoll

Anwesend waren Herr Rechtsanwalt Martin Seidel als Vorsitzender der Sitzung und Bevollmächtigter der Frau Ulrike Trog Ulrike, Herr Rechtsanwalt Dr. Niggemeyer als Schriftführer und Herr Peter Seidel als Stimmzähler.

Es wurde einstimmig festgestellt, dass die außerordentliche Gesellschafterversammlung form- und fristgerecht einberufen wurde; die Gesellschafterversammlung ist gemäß Art. 5 Abs. 4 des Gesellschaftsvertrages beschlussfähig. Es sind alle stimmberechtigten Gesellschafter anwesend.

Es wurden folgende Beschlüsse einstimmig gefasst:

Es ist beschlossen: Clôture de Liquidation/Abschluss der Liquidation

1. Dem Bericht des Liquidators zur Liquidation wird zugestimmt und dem Liquidator, Herrn Martin Seidel, wird Entlastung erteilt.

2. Die Liquidation der Gesellschaft ist abgeschlossen. Die Gesellschaft existiert mit heutigem Datum nicht mehr.

3. Vermögen und Verbindlichkeiten der Gesellschaft gehen auf den Gesellschafter, Ulrike Trog über.

4. Die verfügbaren Bücher und Dokumente der Gesellschaft werden beim Gesellschafter, Ulrike Trog, Am Feld 6, 01468, Moritzburg OT Reichenberg verwahrt.

5. Die Gesellschaft ist im Handelsregister zu löschen. Herr Seidel wird hierzu bevollmächtigt.

Schengen, den 18. Juni 2012.

Herr Dr. Niggemeyer / Herr RA Martin Seidel / Herr Peter Seidel

Rechtsanwalt / Rechtsanwalt / Expert comptable

Référence de publication: 2012082144/26.

(120116123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

INNCONA S.à.r.l. & Cie. Quatre Cent Quarante-Quatrième (444.) S.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-5444 Schengen, 5, Baachergaass.

R.C.S. Luxembourg B 167.751.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Anwesend waren Herr Rechtsanwalt Martin Seidel als Vorsitzender der Sitzung und Bevollmächtigter des Herrn Dr. Winfried Hoerster, Herr Rechtsanwalt Dr. Niggemeyer als Schriftführer und Herr expert comptable Peter Seidel als Stimmzähler.

Es wurde einstimmig festgestellt, dass die außerordentliche Gesellschafterversammlung form- und fristgerecht einberufen wurde; die Gesellschafterversammlung ist gemäß Art. 5 Abs. 4 des Gesellschaftsvertrages beschlussfähig. Es sind alle stimmberechtigten Gesellschafter anwesend.

Es wurden folgende Beschlüsse einstimmig gefasst:

Es ist beschlossen: Clôture de Liquidation/Abschluss der Liquidation

1. Dem Bericht des Liquidators zur Liquidation wird zugestimmt und dem Liquidator, Herrn Martin Seidel, wird Entlastung erteilt.

2. Die Liquidation der Gesellschaft ist abgeschlossen. Die Gesellschaft existiert mit heutigem Datum nicht mehr.

3. Vermögen und Verbindlichkeiten der Gesellschaft gehen auf den Gesellschafter Dr. Hörster über.

4. Die verfügbaren Bücher und Dokumente der Gesellschaft werden beim Gesellschafter, Dr. Winfried Hörster, Mozartstr. 5, Giessen, D-35392, verwahrt.

5. Die Gesellschaft ist im Handelsregister zu löschen. Herr Seidel wird hierzu bevollmächtigt.

Schengen, den 18. Juni 2012.

Herr Dr. Niggemeyer / Herr RA Martin Seidel / Herr Peter Seidel

Rechtsanwalt / Rechtsanwalt / Expert comptable

Référence de publication: 2012082145/27.

(120116115) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

Simile Venture Partners SPF SCA, Société en Commandite par Actions - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 7, Place du Théâtre.

R.C.S. Luxembourg B 169.427.

In the year two thousand and twelve, on the second day of July.

Before Maître Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

Was held the extraordinary general meeting of the shareholders (the "General Meeting") of Simile Venture Partners SPF S.C.A., a société de gestion de patrimoine familial société en commandite par actions governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at L-2613 Luxembourg, 7 place du Théâtre, registered with the Luxembourg Trade and Companies Registry under number B 169427 and incorporated pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, dated 11 June 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1567 of 22 June 2012 (the "Company").

The meeting began at 3 PM, and was chaired by Mrs Rachel UHL, lawyer, residing professionally in Luxembourg.

The Chairwoman appointed as secretary and the meeting elected as scrutineer Me Alexandre QUENOUILLE; Attorney at law, residing professionally in Luxembourg.

The bureau having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state:

I. - That the agenda of the meeting was the following:

1. Increase of the share capital of the Company by an amount of two hundred sixty nine thousand euros (EUR 269,000.-), so as to raise it from its current amount of thirty one thousand euros (31,000.-) up to three hundred thousand euros (EUR 300,000.-), by the issue of two hundred and sixty nine thousand (269,000.-) ordinary shares with a par value of one euro (EUR 1.-), to be subscribed by Simile SLP Ltd, a business company incorporated under the laws of the British Virgin Islands under BVI company number 1716254, and fully paid up by a contribution in cash of two hundred sixty nine thousand euros (EUR 269,000)

2.- Subsequent amendment of the first paragraph of article 5.1 of the articles of incorporation of the Company;

3. Miscellaneous.

II. - That the shareholders present or represented and the number of the shares they own are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxyholders of the represented shareholders and by the bureau, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities. The proxies of the represented shareholders, initialed *ne varietur* by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

That the entire share capital being present or represented at the meeting and all the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, hence no convening notices were necessary.

III. - That the meeting, representing the entire share capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

IV. - Then the General Meeting, after deliberation, unanimously takes the following resolutions:

First resolution

The General Meeting resolves to increase the share capital of the Company by an amount of two hundred sixty nine thousand euros (EUR 269,000.-), so as to raise it from its current amount of thirty one thousand euros (31,000.-) up to three hundred thousand euros (EUR 300,000.-), by the issue of two hundred and sixty nine thousand (269,000.-) shares with a par value of one euros (EUR 1.-) subscribed by Simile SLP Ltd, a business company incorporated under the laws of the British Virgin Islands under BVI company number 1716254, by a contribution in cash of two hundred sixty nine thousand euros (EUR 269,000.-).

Second resolution

The General Meeting, after having stated that the shareholder, Simile Venture Partners LTD a business company incorporated under the laws of the British Virgin Islands under BVI company number 1716257 waived any right of subscription, decides to admit to the subscription of the two hundred and sixty nine thousand (269,000.-) new shares Simile SLP Ltd, prenamed, for two hundred and sixty nine thousand (269,000.-) shares.

Intervention - Subscription - Payment

Thereupon, Simile SLP Ltd, prenamed, represented by Me Alexandre QUENOUILLE, by virtue of a proxy, declared to subscribe to the two hundred and sixty nine thousand (269,000.-) new shares, and to have them fully paid up by payment in cash, so that from now on the Company has at its free and entire disposal the amount of two hundred sixty nine thousand euros (EUR 269,000.-), as was certified to the undersigned notary.

Third resolution

The General Meeting resolves that in accordance with the previous resolutions, the first paragraph of Article 5.1 of the articles of incorporation of the Company will be amended in order to read as follows:

5.1. The subscribed share capital of the Company is set at three hundred thousand euros (EUR 300,000.-) consisting of one (1) management share with a par value of one euros (EUR 1.-) and two hundred ninety nine thousand nine hundred ninety nine (299,999) ordinary shares with a par value of one euros (EUR 1.-) each, fully paid up.

There being no further business to be transacted, the meeting is closed at 3:30 p.m.

Estimation of costs

The costs, expenses, fees and charges, in any form whatsoever, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its capital increase, have been estimated at about three thousand five hundred euro.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that upon request of the appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version; upon request of the appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by her name, first name, civil status and residence, this person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le deux juillet.

Par-devant Maître Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'«Assemblée Générale») de Simile Venture Partners SPF S.C.A., une société de gestion de patrimoine familial société en commandite par actions régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est situé au 7 place du Théâtre, L-2613 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 169427 et constituée suivant acte de Maître Joseph

Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, daté du 11 juin 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1567 du 22 juin 2012 (la «Société»).

L'assemblée a débuté à 15 heures, a été présidée par Madame Rachel UHL, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

La Présidente nomme comme secrétaire et l'assemblée a élu comme scrutateur Me Alexandre QUENOUILLE, Avocat, résidant professionnellement au [•] Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, la Présidente déclare et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I. Que l'agenda de l'assemblée est le suivant:

1. Augmentation du capital social de la Société à concurrence de EUR 269.000.- (deux cent soixante-neuf mille euros), afin de le porter de son montant actuel de trente-et-un mille euros (EUR 31.000,-) à trois cents mille euros (EUR 300.000,-), par l'émission de deux cent soixante-neuf mille (269.000) actions ordinaires de EUR 1.- (un euro) chacune, à souscrire par Simile SLP Ltd, une société régie par le droit des Iles Vierges Britanniques portant le numéro de registre 1716254 et à libérer par un apport en numéraire de deux cent soixante-neuf mille euros (EUR 269.000,-).

2. Modification subséquente du premier paragraphe de l'article 5.1 des statuts de la Société;

3. Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent figurent sur une liste de présence; cette liste de présence, signée par les actionnaires, les mandataires des actionnaires représentés et les membres du bureau, restera annexée au présent acte pour être soumises aux formalités de l'enregistrement. Les procurations des actionnaires représentés, paraphées ne varietur par les parties comparantes, resteront également annexées au présent acte.

Que l'intégralité du capital social étant présent ou représenté à l'assemblée et que tous les actionnaires présents ou représentés déclarent qu'ils ont été dûment convoqués et ont été informés de l'ordre du jour préalablement à cette assemblée, ainsi aucune convocation ne fut nécessaire.

III.- Que l'assemblée représentant l'entièreté du capital social est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les points soumis à l'ordre du jour.

IV.- Ainsi l'Assemblée Générale, après délibération, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de deux cent soixante-neuf mille euros (EUR 269.000.-) afin de le porter de son montant actuel de trente-et-un mille euros (31.000,- EUR) à trois cent mille euros (EUR 300.000,-), par l'émission de deux cent soixante-neuf mille (269.000,-) actions ordinaires d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-), à souscrire par la société Simile SLP Ltd, une société régie par le droit des Iles Vierges Britanniques portant le numéro de registre 1716254.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale après avoir constaté que l'actionnaire Simile Venture Partners Ltd une société régie par le droit des Iles Vierges Britanniques portant le numéro de registre 1716257, a renoncé à son droit préférentiel de souscription, décide d'admettre à la souscription des deux cent soixante-neuf mille (269.000,-) nouvelles actions ordinaires la société Simile SLP Ltd, prénommée, pour deux cent soixante-neuf mille (269.000,-) actions.

Intervention - Souscription - Libération

Ensuite, Simile SLP Ltd prénommée, représentée par Me Alexandre QUENOUILLE, prénommé, en vertu d'un procuration;

a déclaré souscrire aux deux cent soixante-neuf mille (269.000,-) actions ordinaires, et les libérer intégralement en numéraire, de sorte que la Société a dès maintenant à sa libre et entière disposition la somme de deux cent soixante-neuf mille euros (EUR 269.000,-), ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale décide que conformément aux précédentes résolutions, le premier paragraphe de l'Article 5.1 des statuts de la Société sera modifié afin de prendre la teneur suivante:

5.1. Le capital social souscrit est fixé à trois cents mille euros (EUR 300.000,-), représenté par une (1) action de commandité d'une valeur nominale d'un euro (1,- EUR) et de deux cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (299.999,-) actions ordinaires d'une valeur nominale d'un euro (1,- EUR) chacune, dûment payées.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance a été clôturée à 15h30.

Frais

Les frais, dépenses et charges, de quelque forme que ce soit, incombant à la Société ou qui devront lui être imputés en relation avec son augmentation de capital, ont été estimés à environ trois mille cinq cents euros.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; sur demande de la partie comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite à la partie comparante, connu du notaire instrumentaire par son nom, prénoms, état civil et résidence, le comparant à signé avec le notaire le présent acte.

Signé: R. Uhl, A. Quenouille, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 4 juillet 2012. Relation: LAC/2012/31231. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): I. Thill.

Référence de publication: 2012082406/142.

(120116118) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

INNCONA S.à.r.l. & Cie. Quatre Cent Quarante-Septième (447.) S.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-5444 Schengen, 5, Baachergaass.

R.C.S. Luxembourg B 167.797.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Auszug aus dem Protokoll

Anwesend waren Herr Rechtsanwalt Martin Seidel als Vorsitzender der Sitzung und Bevollmächtigter der Frau Ulrike Trog Ulrike, Herr Rechtsanwalt Dr. Niggemeyer als Schriftführer und Herr Peter Seidel als Stimmzähler.

Es wurde einstimmig festgestellt, dass die außerordentliche Gesellschafterversammlung form- und fristgerecht einberufen wurde; die Gesellschafterversammlung ist gemäß Art. 5 Abs. 4 des Gesellschaftsvertrages beschlussfähig. Es sind alle stimmberechtigten Gesellschafter anwesend.

Es wurden folgende Beschlüsse einstimmig gefasst:

Es ist beschlossen: Clôture de Liquidation/Abschluss der Liquidation

1. Dem Bericht des Liquidators zur Liquidation wird zugestimmt und dem Liquidator, Herrn Martin Seidel, wird Entlastung erteilt.

2. Die Liquidation der Gesellschaft ist abgeschlossen. Die Gesellschaft existiert mit heutigem Datum nicht mehr.

3. Vermögen und Verbindlichkeiten der Gesellschaft gehen auf den Gesellschafter, Ulrike Trog über.

4. Die verfügbaren Bücher und Dokumente der Gesellschaft werden beim Gesellschafter, Ulrike Trog, Am Feld 6, 01468, Moritzburg OT Reichenberg verwahrt.

5. Die Gesellschaft ist im Handelsregister zu löschen. Herr Seidel wird hierzu bevollmächtigt.

Schengen, den 18. Juni 2012.

Herr Dr. Niggemeyer / Herr RA Martin Seidel / Herr Peter Seidel

Rechtsanwalt / Rechtsanwalt / Expert comptable

Référence de publication: 2012082146/26.

(120116119) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

INNCONA S.à.r.l. & Cie. Quatre Cent Quarante-Sixième (446.) S.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-5444 Schengen, 5, Baachergaass.

R.C.S. Luxembourg B 167.729.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Anwesend waren Herr Rechtsanwalt Martin Seidel als Vorsitzender der Sitzung und Bevollmächtigter des Herrn Dr. Winfried Hoerster, Herr Rechtsanwalt Dr. Niggemeyer als Schriftführer und Herr expert comptable Peter Seidel als Stimmzähler.

Es wurde einstimmig festgestellt, dass die außerordentliche Gesellschafterversammlung form- und fristgerecht einberufen wurde; die Gesellschafterversammlung ist gemäß Art. 5 Abs. 4 des Gesellschaftsvertrages beschlussfähig. Es sind alle stimmberechtigten Gesellschafter anwesend.

Es wurden folgende Beschlüsse einstimmig gefasst:

Es ist beschlossen: Clôture de Liquidation/Abschluss der Liquidation

1. Dem Bericht des Liquidators zur Liquidation wird zugestimmt und dem Liquidator, Herrn Martin Seidel, wird Entlastung erteilt.

2. Die Liquidation der Gesellschaft ist abgeschlossen. Die Gesellschaft existiert mit heutigem Datum nicht mehr.

3. Vermögen und Verbindlichkeiten der Gesellschaft gehen auf den Gesellschafter Dr. Hörster über.

4. Die verfügbaren Bücher und Dokumente der Gesellschaft werden beim Gesellschafter, Dr. Winfried Hörster, Mozartstr. 5, Giessen, D-35392, verwahrt.

5. Die Gesellschaft ist im Handelsregister zu löschen. Herr Seidel wird hierzu bevollmächtigt.

Schengen, den 18. Juni 2012.

Herr Dr. Niggemeyer / Herr RA Martin Seidel / Herr Peter Seidel
Rechtsanwalt / Rechtsanwalt / Expert comptable

Référence de publication: 2012082147/26.

(120116100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

Ositech SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 10, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 28.446.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2012082311/10.

(120116464) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

INNCONA S.à.r.l. & Cie. Trois Cent Trente-Troisième (333.) S.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-5444 Schengen, 5, Baachergaass.

R.C.S. Luxembourg B 168.256.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Anwesend waren Herr Rechtsanwalt Martin Seidel als Vorsitzender der Sitzung und Bevollmächtigter des Herrn Manfred Pauly, Herr Rechtsanwalt Dr. Niggemeyer als Schriftführer und Herr expert comptable Peter Seidel als Stimmzähler.

Es wurde einstimmig festgestellt, dass die außerordentliche Gesellschafterversammlung form- und fristgerecht einberufen wurde; die Gesellschafterversammlung ist gemäß Art. 5 Abs. 4 des Gesellschaftsvertrages beschlussfähig. Es sind alle stimmberechtigten Gesellschafter anwesend.

Es wurden folgende Beschlüsse einstimmig gefasst:

Es ist beschlossen: Clôture de Liquidation/Abschluss der Liquidation

1. Dem Bericht des Liquidators zur Liquidation wird zugestimmt und dem Liquidator, Herrn Martin Seidel, wird Entlastung erteilt.

2. Die Liquidation der Gesellschaft ist abgeschlossen. Die Gesellschaft existiert mit heutigem Datum nicht mehr.

3. Vermögen und Verbindlichkeiten der Gesellschaft gehen auf den Gesellschafter Manfred Pauly über.

4. Die verfügbaren Bücher und Dokumente der Gesellschaft werden beim Gesellschafter, Manfred Pauly, Bordenbergweg 14, Mühlthal, D-64367, verwahrt.

5. Die Gesellschaft ist im Handelsregister zu löschen. Herr Seidel wird hierzu bevollmächtigt.

Schengen, den 18. Juni 2012.

Herr Dr. Niggemeyer / Herr RA Martin Seidel / Herr Peter Seidel
Rechtsanwalt / Rechtsanwalt / Expert comptable

Référence de publication: 2012082153/25.

(120116248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

Natixis Alternative Assets (acronyme NAA), Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 94.282.

Extrait des décisions prises par voie de résolution circulaire le 25 juin 2012

En date du 25 juin 2012, le Conseil d'Administration a décidé:

- d'accepter, la démission de Madame Dominique Bernier, en qualité d'Administrateur, avec effet au 22 juin 2012.

Luxembourg, le 6 juillet 2012.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Natixis Alternative Assets (ACRONYME NAA)

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2012082278/14.

(120116042) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

Partners Group Global Mezzanine 2005 S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 16, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 108.922.

—
EXTRAIT

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires tenue au siège social le 29 juin 2012 a adopté la résolution suivante:
L'assemblée a ré-élu PricewaterhouseCoopers S.à r.l, dont le siège social se situe 400 route d'Esch L-1471 Luxembourg, à la fonction de Réviseur d'Entreprises pour une période d'un an se terminant à l'assemblée générale ordinaire de 2013.

Pour Partners Group Global Mezzanine 2005 S.C.A., SICAR

HSBC Securities Services (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2012082332/15.

(120116215) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

INNCONA S.à.r.l. & Cie. Vingt-Neuvième (29.) S.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-5444 Schengen, 5, Baachergaass.

R.C.S. Luxembourg B 167.799.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Anwesend waren Herr Rechtsanwalt Martin Seidel als Vorsitzender der Sitzung und Bevollmächtigter des Herrn Dr. Klaus Pawlak, Herr Rechtsanwalt Dr. Niggemeyer als Schriftführer und Herr expert comptable Peter Seidel als Stimmzähler.

Es wurde einstimmig festgestellt, dass die außerordentliche Gesellschafterversammlung form- und fristgerecht einberufen wurde; die Gesellschafterversammlung ist gemäß Art. 5 Abs. 4 des Gesellschaftsvertrages beschlussfähig. Es sind alle stimmberechtigten Gesellschafter anwesend.

Es wurden folgende Beschlüsse einstimmig gefasst:

Es ist beschlossen: Clôture de Liquidation/Abschluss der Liquidation

1. Dem Bericht des Liquidators zur Liquidation wird zugestimmt und dem Liquidator, Herrn Martin Seidel, wird Entlastung erteilt.
2. Die Liquidation der Gesellschaft ist abgeschlossen. Die Gesellschaft existiert mit heutigem Datum nicht mehr.
3. Vermögen und Verbindlichkeiten der Gesellschaft gehen auf den Gesellschafter Dr. Pawlak über.
4. Die verfügbaren Bücher und Dokumente der Gesellschaft werden beim Gesellschafter, Dr. Pawlak, Berunerstraße 44, 12683 Berlin, verwahrt.
5. Die Gesellschaft ist im Handelsregister zu löschen. Herr Seidel wird hierzu bevollmächtigt.

Schengen, den 18. Juni 2012.

Herr Dr. Niggemeyer / Herr RA Martin Seidel / Herr Peter Seidel

Rechtsanwalt / Rechtsanwalt / Expert comptable

Référence de publication: 2012082154/26.

(120116136) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

Office Center Warken S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9090 Warken, 31, rue de Welscheid.

R.C.S. Luxembourg B 147.643.

—
Les comptes annuels au 31-12-2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012082300/9.

(120116288) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

OPPIDUM Capital Fund SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 32-36, boulevard d'Avranches.
R.C.S. Luxembourg B 140.990.

Il convient de modifier l'adresse de l'administrateur de la Société; Madame Cécile JAGER du 22-24 Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg au 2, rue Peternelchen, L-2370 Howald, Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 06 juillet 2012.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2012082307/14.

(120115969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

INNCONA S.à.r.l. Cie. Cent Trente-Sixième (136.) S.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-5444 Schengen, 5, Baachergaass.
R.C.S. Luxembourg B 167.663.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Auszug aus dem Protokoll

Anwesend waren Herr Rechtsanwalt Martin Seidel als Vorsitzender der Sitzung und Bevollmächtigter des Herrn Henning Bartels, Herr Rechtsanwalt Dr. Niggemeyer als Schriftführer und Herr Peter Seidel als Stimmzähler.

Es wurde einstimmig festgestellt, dass die außerordentliche Gesellschafterversammlung form- und fristgerecht einberufen wurde; die Gesellschafterversammlung ist gemäß Art. 5 Abs. 4 des Gesellschaftsvertrages beschlussfähig. Es sind alle stimmberechtigten Gesellschafter anwesend.

Es wurden folgende Beschlüsse einstimmig gefasst:

Es ist beschlossen: Clôture de Liquidation/Abschluss der Liquidation

1. Dem Bericht des Liquidators zur Liquidation wird zugestimmt und dem Liquidator, Herrn Martin Seidel, wird Entlastung erteilt.

2. Die Liquidation der Gesellschaft ist abgeschlossen. Die Gesellschaft existiert mit heutigem Datum nicht mehr.

3. Vermögen und Verbindlichkeiten der Gesellschaft gehen auf den Gesellschafter, Henning Bartels, über.

4. Die Bücher und Geschäftsunterlagen werden bei dem Kommanditisten, Henning Bartels, verwahrt.

4. Die Gesellschaft ist im Handelsregister zu löschen. Herr Seidel wird hierzu bevollmächtigt.

Schengen, den 18.06.2012.

Herr Dr. Niggemeyer / Herr RA Martin Seidel / Herr Peter Seidel

Rechtsanwalt / Rechtsanwalt / Expert comptable

Référence de publication: 2012082155/25.

(120116088) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

RKinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 2A, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 116.186.

Extrait du procès verbal du conseil d'administration en date du 18 juin 2012

Résolution unique

Les membres du conseil d'administration ont décidé de transférer le siège social du 13 rue Aldringen au 2A boulevard Joseph II, L 1840 Luxembourg

Pour extrait conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2012082394/14.

(120116211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.